

# LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n°610 - Octobre 2019

Prochaine parution : le 5 novembre 2019

2 €

## Consolider les fronts de lutte Développer la solidarité ouvrière et populaire !



- Après la mort de Chirac ..... p.3 et 16
- Le Mouvement syndical et la question de l'environnement ..... p.8

*"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"*

# Consolider les fronts de lutte, Développer la solidarité ouvrière et populaire !

**U**n aspect particulier et important de la situation sociale et politique actuelle, c'est que les mouvements et mobilisations sur le changement climatique se développent dans un contexte de mobilisations sociales fortes.

C'est ce qui explique que la dénonciation du système, et plus précisément du système capitaliste, en tant que responsable du dérèglement climatique, se fraie un chemin dans le mouvement sur le climat, notamment au niveau de secteurs de la jeunesse qui continue à sortir massivement dans la rue. Et qu'en retour, la prise de conscience dans le mouvement ouvrier et syndical qu'il faut prendre en mains cette question grandit elle aussi et s'exprime, sur des banderoles, sur des panneaux, dans les tracts... de syndicats, comme on a pu le voir dans les manifestations du 21 septembre, sur le climat.

Rien ne s'est fait spontanément : il a fallu des discussions, des arguments notamment dans le mouvement syndical, mais un pas a été franchi. Et celles et ceux qui y ont contribué ou qui y ont simplement participé, ont vu que leur message passait auprès des autres manifestants.

Quelques jours plus tard, il y a eu l'incendie qui a ravagé l'usine Lubrizol de Rouen. Il a provoqué une pollution considérable dont sont victimes les ouvriers et employés de l'usine, ceux des usines environnantes et les centaines de milliers d'habitants de cette zone à risques et bien plus loin encore, jusqu'en Belgique et au Pays-Bas. Les déclarations lénifiantes (« les risques sanitaires sont limités ») des autorités locales (préfecture) et nationales (la kyrielle de ministres dépêchés sur place) et « évolutives » (« les analyses sont en cours »), toujours lâchées sous la pression des collectifs de riverains, ont installé durablement dans les esprits que l'Etat veut cacher, minimiser, la responsabilité des dirigeants de cette entreprise et sa propre responsabilité en matière de contrôle et de surveillance des sites dangereux.

Le mot d'ordre qui est en train de s'imposer, « Lubrizol responsable, Etat complice » renvoie à la responsabilité des grandes entreprises qui font passer les profits au-dessus des mesures de sécurité et à celle de l'Etat qui « simplifie » et « allège » les procédures de contrôle et réduit, voire supprime, ceux des salariés et des syndicats, comme les CHSCT.

De là découlent un certain nombre d'exigences pour lesquelles nous devons nous battre et qui doivent être satisfaites :

- Que l'entreprise paie pour les dégâts sanitaires et environnementaux immédiats et à long terme ;
- Que les salariés et les riverains touchés, y compris les gens du voyage parqués dans cette zone qui ont été totalement négligés, aient un suivi médical et soient indemnisés ;
- Que les moyens de contrôle des syndicats soient rétablis et que les associations de riverains soient associées ;

- Que les règles d'autorisation et de contrôle soient renforcées. Ces exigences concernent toutes les entreprises qui utilisent et/ou fabriquent des produits dangereux.

## Les mobilisations se développent et s'enracinent

Les premières mobilisations contre la réforme du système des retraites ont montré la disponibilité à la lutte des travailleurs. La manœuvre de division entre ceux qui bénéficient d'un régime spécial et la masse des travailleurs du privé s'est heurtée à deux obstacles :

La détermination des travailleurs de ces secteurs qui, non seulement, voient ce qu'ils vont perdre, en termes de montant de leurs pensions et du temps de cotisation, mais qui subissent la dégradation de leurs conditions de travail, car les directions de ces entreprises restructurent, filialisent et précarisent, anticipant déjà la fin du statut, se voyant déjà à la tête d'entreprises privatisées. C'est ce qui explique le premier succès de la mobilisation des travailleurs de la RATP, le 13 septembre, qui seront à nouveau dans la rue, avec les cheminots et les autres travailleurs, le 5 décembre. La conscience parmi la grande masse des salariés que la réforme se fera au détriment de toutes et tous, et que l'égalité et la justice proclamées par Macron, Delevoe et Cie, sont des mensonges.

Les fronts de résistance dans l'éducation et la santé n'ont pas cédé aux annonces des ministres ; la psychiatrie, parent très pauvre de la Santé, est touchée par de nouvelles grèves, le nombre d'hôpitaux mobilisés ne diminue pas, car les problèmes à l'origine de cette mobilisation qui dure, sont toujours là, sans réponse satisfaisante. Dans l'enseignement, la « rentrée » s'est faite dans un climat de mobilisation des enseignants et parents d'élèves qui voient les effets concrets des réformes qui s'emboîtent et débouchent sur toujours moins de moyens, des classes surchargées, des orientations toujours plus sélectives qui accroissent les inégalités et pénalisent les enfants des milieux populaires. C'est parce qu'ils et elles se sont reconnu.e.s dans le cri de colère et de désespoir de la directrice de Pantin, qu'ils sont sortis dans les rues de plusieurs villes.

D'autres questions vont s'ajouter à ces mobilisations, comme celle des chômeurs, dont plusieurs centaines de milliers sont menacés de voir baisser leur indemnités, voire de les perdre purement et simplement, du fait de la réforme qui durcit considérablement les critères d'obtention de ce droit.

Il faut travailler à consolider ces fronts de lutte, développer la solidarité ouvrière et populaire entre eux et faire grandir la conscience qu'ils ont en commun, le combat contre les monopoles et l'Etat à leur service. ★

### Abonnez-vous pour 3 numéros gratuits

Pour cela, il vous suffit de remplir ce bon et de nous le renvoyer à notre adresse nationale ou de le remettre à un de nos militants.

Nom : ..... Prénom : .....  
 Adresse : .....  
 Adresse internet : .....

La Forge vous parviendra pendant trois mois gratuitement sous pli ouvert.

### Tarifs d'abonnement pour la France

Pli ouvert (version papier) ..... 26 €  
 Version électronique (pdf) ..... 26 €  
 Pli fermé . . . . . 32 €  
 Abonnement avec soutien . . . . . 35 €  
 Chèque à l'ordre de : Société En Avant  
 15 cité Popincourt - 75011 Paris

La Forge - Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

15 cité Popincourt - 75011 Paris - Tél/Fax 01 48 05 30 14 - www.pcof.net - enavant@club-internet.fr

Mort de Chirac

# Nous refusons l'opération d'unité nationale

La vie de Chirac se confond avec celle de la droite et inversement, de De Gaulle, dont il a été un secrétaire d'Etat en 1968, jusqu'à son dernier mandat de président de la République, en 2007. Une partie de la droite voit en lui le dernier des grands leaders de la droite « populaire », de tradition gaulliste, qui est parvenu à réunir la « grande famille » au sein du RPR qui a dominé la vie politique nationale et dans les régions, et a réussi à passer le cap de l'alternance de 1981, y compris les périodes de cohabitation. Une droite qui « défend avant tout les intérêts de la France », qui ne s'aligne pas systématiquement sur les positions des USA, qui ne défend pas de façon « inconditionnelle » la politique israélienne, car elle a une « grande politique arabe ».

Cette image d'un passé d'une grandeur révolue a d'autant plus de force qu'elle a été suivie de la période Sarkozy, puis de celle de Hollande et enfin celle de Macron, où la droite n'a cessé de se diviser et où l'extrême droite s'est installée.

La mort de Chirac donne lieu aujourd'hui à une mise en scène de grande ampleur « d'union nationale »

autour de ce porte-parole et défenseur des intérêts de l'impérialisme français. On assiste à une opération de ripolinage de l'action d'un président qui, dans le domaine de la politique de pillage, de domination des néocolonies d'Afrique par les monopoles français, a été un des représentants notoires de la « Françafrique » ; qui a dirigé, en tant que premier ministre de cohabitation de Mitterrand, le massacre par l'armée française des militants kanak d'Ouvéa, qui a lancé la professionnalisation de l'armée et a repris les essais nucléaires (1995), qui a poussé très loin la course à la concentration et à la productivité dans le domaine agricole, derrière une image de président « proche des paysans et des gens simples ».

C'est aussi à cette époque que la corruption et les financements plus ou moins occultes ont fait la « une » des journaux, sans qu'il n'ait jamais été inquiété par la justice si ce n'est une condamnation symbolique en 2011 pour les « affaires de la ville de Paris », où corruption et arrangements entre amis autour de juteux marchés immobiliers ont été « classés ».

Chirac a été un politicien de droite,

d'un opportunisme très poussé, qui lui a permis de naviguer entre les différents courants de la droite jusqu'à enfiler le costume de premier ministre de « cohabitation » avec Mitterrand comme président. Il a aussi poussé très loin l'équivoque, en se faisant passer pour l'opposant à Le Pen, au moment des élections présidentielles de 2002, alors qu'il avait repris des thèmes de l'extrême droite sur les immigrés qui profitent du système social et qui ne s'intègrent pas. Il sera en fin de compte élu « par défaut » par l'électorat de droite, encore « uni », et surtout par une partie de l'électorat de gauche, sommé de voter pour lui par la plupart des forces politiques de gauche. Il parviendra aussi à passer pour un « pacifiste », en envoyant son premier ministre de Villepin annoncer à l'Onu que la France ne participerait pas à la guerre de Bush contre l'Irak (2003), sans pour autant y mettre le veto au conseil de sécurité. Cette décision, qui allait dans le sens du très fort courant international d'opposition à cette guerre, était motivée avant tout par les intérêts des monopoles français en Irak et plus largement au Proche-Orient. Cela a conféré

à Chirac une popularité en France et au Proche-Orient.

Quant à son initiative de référendum sur la constitution européenne de 2005, il a surtout compté sur la social-démocratie pour faire le travail en faveur du « oui », évitant de monter trop au créneau, pour ménager les divisions internes à la droite. Ce faisant, il a réussi à ne pas subir les conséquences de la victoire du « non », arraché par les forces qui se sont engagées dans cette bataille sur des bases progressistes.

Macron s'est saisi de ce décès pour enfiler le costume du président « et de droite et de gauche », qui veut réunir tout le monde derrière une figure de la droite. Mais même s'il en a fait « beaucoup », il lui est difficile d'enfiler le costume de « bon vivant » ou de président « proche des gens », lui qui ne peut s'empêcher de faire la leçon et de vouloir accaparer la lumière des projecteurs des télévisions. Il a donc salué le « grand homme », laissé la droite occuper le devant de la scène médiatique et profité de l'occasion pour reléguer au second plan les questions sur lesquelles se développent des fronts de contestation et de mobilisation. ★

## « Lubrizol responsable, Etat complice »

Ce mot d'ordre est en train de s'imposer dans les mobilisations autour des victimes de l'incendie de l'usine chimique Lubrizol, près de Rouen. Il a été notamment porté par la CGT de l'inspection du travail du département concerné, qui a averti depuis longtemps sur les risques que faisaient peser les usines chimiques du pôle industriel du grand Rouen, notamment les cinq usines classées Seveso.

Les chiffres communiqués au compte-gouttes, toujours sous la pression des riverains, des associations, font froid dans le dos. 5 000 tonnes de produits chimiques ont brûlé. La liste des composants chimiques présents sur le site se monte à 479, mais on ne sait pas lesquels ont brûlé. De plus, les cocktails de produits chimiques susceptibles d'avoir brûlé sont inconnus, sans parler de leurs effets à court et moyen terme. La ministre de la santé a d'ailleurs reconnu : « Personne ne sait ce que donnent ces produits mélangés lorsqu'ils brûlent ». La publication des milliers de pages de données techniques, truffées de codes, sur les différents produits présents dans l'usine, n'apportent aucune information utilisable et aucune « transparence » sur les risques auxquels les ouvriers et les employés de l'usine, les riverains, ont

été exposés et continueront à l'être. C'est la « transparence totale » que Philippe a promise, quand il s'est rendu sur place, après le passage de Castaner – qui est venu répéter les assurances lénifiantes du préfet sur les risques limités encourus ; puis celui de Buzyn, un peu moins catégorique et qui reconnaît que le nuage, les odeurs, la suie... ont pollué la région ; celui de la ministre E. Borne, en charge de l'écologie, qui répète que les analyses sont en cours... ; celui de l'agriculture et de la consommation, qui tient le même langage mais justifie quand même l'interdiction de ventes des produits agricoles...

### Lubrizol responsable

Les dirigeants de cette entreprise sont dans le déni total. Ils sont allés chercher la cause de l'incendie à l'extérieur de l'enceinte de l'usine, parlant d'images de vidéosurveillance et de témoins oculaires... Mais il ne leur vient évidemment pas à l'esprit qu'une usine classée Seveso « seuil haut » devrait être équipée de dispositifs de protection contre l'incendie. Ils se retranchent derrière les « autorisations données par la préfecture » de stocker de très grandes quantités

de produits très toxiques, très inflammables... Et il est vrai que cette préfecture les a autorisés quelques jours avant l'incendie, à agrandir les stocks, sans étude d'impact sur l'environnement. C'est là qu'on apprend que la réglementation a « évolué » ces dix dernières années, dans le sens de limiter les interventions des organismes indépendants chargés d'étudier les impacts sur l'environnement des agrandissements ou des modifications des entreprises présentant des risques ; que la procédure d'autorisation a été « simplifiée » et « assouplie » et que c'est le préfet qui décide. C'est pour cela que l'Etat est effectivement complice.

Les populations n'ont aucune confiance dans les propos lénifiants des autorités et s'organisent pour effectuer des prélèvements et les confier à des laboratoires indépendants. Les plaintes se sont multipliées. L'exigence d'une prise en charge totale des examens, des soins et du suivi sanitaire par Lubrizol prend corps.

Ces exigences concernent aussi les travailleurs des entreprises, exposés constamment à des produits dont ils ignorent souvent le degré de dangerosité. Dans ce domaine, la question des CHSCT est reposée avec force, étant donné que la loi El Khomri et

les ordonnances Macron les ont supprimés. Ce sont des instances très importantes pour les salariés en matière de sécurité : ils doivent non seulement être rétablis, mais leurs pouvoirs et leurs moyens d'investigation et de prévention doivent être renforcés.

L'inquiétude et la colère ne retomberont pas : l'exigence de mesures concrètes, de protection, de sécurité et de contrôle par les travailleurs, leurs organisations syndicales, les associations de riverains de ces usines à hauts risques est en train de s'ancre. ★

### Les gens du voyage sans protection

Dans le cas de Rouen et de la communauté de communes, la zone attribuée aux gens du voyage se situe à 500 mètres de Lubrizol. Ils ont eu l'interdiction de partir avec les caravanes, « pour ne pas entraver la circulation », ils n'ont eu aucune information ni aucun conseil, ce qui fait qu'ils ont nettoyé leurs caravanes et leurs voitures sans se protéger. Cette relégation dans les zones industrielles à hauts risques n'est pas propre à la région rouennaise. ★

## Nucléaire

## Retards et surcoûts dans la construction des EPR

Des milliards d'euros dans des EPR qui ne fonctionnent toujours pas !

Que ce soit le site d'Olkiluoto en Finlande, celui de Hinkley Point en Angleterre ou celui de Flamanville en France, aucun de ces EPR de 3<sup>e</sup> génération ne sont entrés en fonction. Tous accusent des retards de plusieurs années et des surcoûts astronomiques. A Olkiluoto : 10 ans de retard et un coût 3 fois plus élevé que celui estimé à l'origine.

A Hinkley Point : de nouveaux délais de livraison ont été annoncés ; la centrale n'entrerait en fonction, si tout va bien, qu'en 2025, avec un surcoût de 3,3 milliards par rapport au coût initial. Au total, cet EPR coûtera 255 milliards d'euros.

A Flamanville, le chantier commencé en 2007 et qui devait se terminer en 2012 aura plus de 10 ans de retard ! Le raccourcissement au réseau annoncé pour 2020 va en effet encore une fois être reporté d'au moins deux ans. En cause : 8 soudures que l'ASN (l'autorité de sûreté nucléaire) a demandé à EDF de refaire ; s'ajoutent à cela des défauts sur les générateurs de vapeur. D'un coût initial évalué à 3,5 milliards, on sait aujourd'hui que la centrale en coûtera presque 4 fois plus, soit 12 milliards !

Alors que la dette d'EDF s'élève actuellement à 33 milliards et que l'entreprise doit investir entre 50 et 75 milliards pour prolonger la durée de vie des centrales nucléaires de 2<sup>e</sup> génération, ces retards et les surcoûts vont venir alourdir la facture. Face à ces déboires industriels pour ce qui devait être le fleuron de l'industrie nucléaire française et la vitrine pour l'exportation de cette technologie, face également aux sommes folles que cette technique englutit, les pouvoirs publics ont demandé qu'un audit « *totalelement indépendant* » soit réalisé sur la filière nucléaire et sur le choix de l'EPR. Les conclusions de ce rapport seront remises au ministre de l'économie le 31 octobre prochain. Ce dernier a menacé : elles pourront avoir des conséquences « *à tous les étages* », y compris chez EDF ! Comme il est coutumier du fait, notre ministre s'est lancé dans des déclarations tonitruantes : « *toutes ces dérives sont inacceptables* » a-t-il déclaré au micro de RTL en ajoutant, le nucléaire ne doit pas être « *un État dans l'État* ». Il est allé jusqu'à dire : « *Ce n'est pas les Français qui vont payer ces retards* » ! Pour autant, ces fausses colères mises en scène devant les micros ne préfi-

gurent pas un désengagement de la part du gouvernement dans la filière. Bruno Le Maire a répondu aux interrogations des journalistes sur la viabilité économique du secteur : « *L'énergie nucléaire est indispensable pour réussir la transition énergétique* » !

Donc on gronde, on hausse le ton, on tempête, mais on continue obstinément dans la même voie.

## Arrêt de la centrale de Fessenheim

La fermeture de Fessenheim, en 2016, faisait partie des engagements du candidat F. Hollande ; c'est finalement en 2020 que les deux réacteurs de la plus vieille centrale française cesseront de produire de l'électricité. C'est ce qu'EDF a annoncé dans un communiqué lundi 30 septembre. Il avait été dit que Fessenheim ne fermerait que lorsque Flamanville serait opérationnelle. Vu les retards à répétition du chantier de Flamanville et l'exigence du mouvement anti-nucléaire, cette fermeture va finalement intervenir. En fait, le délai entre les annonces de fermeture et la fermeture effective a été mis à profit par EDF pour faire pression sur le gouvernement afin d'obtenir des compen-

sions et faire monter les enchères. En effet, on apprend que l'Etat, c'est-à-dire en l'occurrence le contribuable, versera à EDF 400 millions d'euros ; généreuse indemnité qui ne ferme pas la porte à des versements futurs. L'Etat versera également aux collectivités locales 30 millions d'euros pour compenser la fermeture de la centrale et la fin des recettes fiscales qu'elle générerait. Comme l'exprime le communiqué de Stop-Fessenheim : « *Les associations s'insurgent contre le fait de faire payer au contribuable la facture des errements d'EDF et ce, répétitions-le, jusqu'en 2041, alors que les sommes promises à l'électricien pourraient être utilement employées pour financer l'isolation des logements, le développement des énergies renouvelables et la transition énergétique.* » Quel gâchis économique, social et écologique que ce programme électronucléaire mené depuis de longues années au seul profit des monopoles et qui englutit des sommes faramineuses, utilise la matière grise, le savoir-faire et la force de travail de milliers d'ouvriers dans ce secteur au détriment du développement de la recherche et de la mise en œuvre de sources d'énergies renouvelables dans l'intérêt de toute la société. ★

## Réforme de l'assurance chômage : Tous perdants !

Cotiser plus longtemps pour gagner moins lorsqu'on quitte son emploi. La grande règle de la réforme des retraites est aussi celle de la réforme de l'assurance chômage. Gouvernement et Medef jugent les règles actuelles trop « *généreuses* » et les conditions d'accès trop « *faciles* ». Ce n'est pas l'avis des intéressés, ni celui des représentants syndicaux : tant pis et fin de la discussion. Elles seront changées par décret applicable au 1<sup>er</sup> novembre !

## Un pseudo souci de justice sociale

C'est en prétendant répondre à une exigence de « *justice* » sociale que l'indemnisation des salariés ayant déclaré un revenu mensuel du travail supérieur à 4 500 € brut sera réduite de 30 % à compter du 7<sup>e</sup> mois d'indemnisation. C'est occulter le fait que les allocations servies sont le résultat de cotisations et non d'une « *aumône* » d'Etat. Focaliser l'attention sur de soi-disant « *privilegiés* » est un stratagème grossier (chacun sait que ce n'est pas pour que ceux qui ont moins aient plus), qui voudrait faire oublier que tous les demandeurs d'emploi sans exception sont perdants, notamment les plus précaires, violemment pénalisés.

## Des conditions d'ouverture de droit plus restrictives, notamment pour les précaires

Il faudra désormais avoir travaillé au moins six mois (130 jours ou 910 heures) sur les 24 derniers mois pour pouvoir être indemnisé (contre quatre mois sur les 28 derniers mois actuellement).

Par ailleurs, un chômeur indemnisé qui reprend un travail en CDD ne se générera plus de nouveaux droits à partir d'un mois de travail (150 heures). Il lui faudra désormais pour cela travailler au moins 6 mois (910 heures) : des milliers de demandeurs d'emplois vont ainsi être fortement pénalisés.

## Un mode de calcul scandaleux pour ceux qui n'ont pas de travail fixe

Les indemnités journalières sont actuellement calculées à partir des salaires de la période de référence divisés par le nombre de jours travaillés. A partir du 1<sup>er</sup> avril 2020, les salaires de la période de référence seront divisés par le nombre de jours total de la période (jours de repos, jours fériés et dimanches compris).

Selon les projections de l'Unedic, cela va se traduire par des baisses considérables du montant des indemnités

chômage pour tous ceux qui auraient eu des périodes non travaillées entre deux contrats : moins 22 % en moyenne. La mesure sera particulièrement rude pour ceux dont le travail perdu était un temps partiel. Leur indemnisation sera carrément divisée par deux si leur temps de travail antérieur n'excédait par un mi-temps.

## Des sanctions de plus en plus sévères

Dissuader les « *paresseux* » en complexifiant les conditions d'accès et en réduisant leurs indemnités ne suffit pas. Le gouvernement veut aussi sanctionner les « *profiteurs* ». Qui manque un rendez-vous avec son conseiller sera radié pendant un mois. S'il « *récidive* », il sera radié pendant deux mois et perdra deux mois de droits sur son reliquat, 4 mois la troisième fois. Même tarif en cas de recherche d'emploi jugée insuffisante ou d'abandon d'une formation. Tant pis si les « *conseillers* » ont un nombre d'allocataires à suivre beaucoup trop élevé pour de vrais rendez-vous !

## Des « promesses » réduites à peau de chagrin

L'ouverture de l'assurance chômage

pour les indépendants entrera bien en vigueur au 1<sup>er</sup> novembre, mais dans des conditions tellement restrictives (avoir eu une activité qui a généré au minimum 10 000 euros par an pendant deux ans), qu'elle laisse de côté un grand nombre d'entre eux, notamment parmi les auto-entrepreneurs.

Avait été également annoncée une extension de l'indemnisation aux démissionnaires. Que ceux qui ont dû accepter à contre-cœur une « *offre raisonnable* », sous peine de radiation, n'espèrent pas pouvoir démissionner : ils ne pourront être indemnisés que s'ils peuvent justifier de 5 ans d'activité en continu avant leur départ et sous réserve d'un projet professionnel validé !

Avec la réforme de l'assurance chômage, Macron vient une fois de plus de confirmer sa « *fiche de poste* » : « *Président des patrons* ». Après les « *ordonnances* » qui facilitent les licenciements, la réduction des indemnités chômage – qui apporte sa pierre à la réduction du coût du travail –, renverse les responsabilités : ce n'est plus le système capitaliste, sa logique et sa crise qui créent le chômage, c'est le demandeur d'emploi qui n'est pas assez entreprenant ! ★

# Macron relance le débat sur l'immigration

Début octobre, un an tout juste après l'adoption de la loi « asile et immigration », le parlement aura à débattre de la politique migratoire à mettre en œuvre. Macron relance une nouvelle fois un débat qui vise à ratisser sur les terres de la droite et de l'extrême droite dans la perspective des échéances électorales à venir et à occuper le débat politique alors que les mobilisations sociales, notamment sur les retraites, s'amplifient. Ce débat devrait dorénavant avoir lieu tous les ans, histoire « d'évaluer » et « d'ajuster » la politique migratoire en fonction de la situation politique et économique du pays.

**Objectif immédiat affiché : limiter les demandes d'asile, accentuer les contrôles et les expulsions et rendre la venue en France « moins attractive », notamment en matière de droit à la santé.** « *La France ne peut pas accueillir tout le monde si elle veut accueillir bien* ». Et pour ce faire, « *on ne doit pas être un pays trop attractif* », « *analyser des excès qui existent* » et enfin, « *on doit reconduire beaucoup plus efficacement les personnes qui n'ont pas vocation à rester sur le territoire parce qu'elles y sont entrées illégalement et*

*qu'elles ont parfois demandé l'asile et qu'elles n'y avaient pas droit.* »

## Un bilan accablant

La « loi pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie », dite « loi asile et immigration », avait provoqué un débat particulièrement houleux y compris dans les rangs des députés LREM, certains refusant de la voter. Adoptée en pleine crise migratoire, qui avait vu les pays européens s'affronter sur l'accueil des migrants et Macron s'illustrer par son refus de permettre à l'Aquarius, un bateau avec quelque 630 migrants rescapés, de faire escale dans un port français, elle prétendait rendre « plus humain » l'accueil des migrants et réfugiés sur 3 grands aspects : la réduction des délais d'instruction de la demande d'asile ; le renforcement de la lutte contre l'immigration irrégulière ; l'amélioration de l'accueil des étrangers admis au séjour pour leurs compétences et leurs talents.

Depuis sa mise en application il y a dix mois, les effets directs de cette loi sur les migrants sans papiers et les demandeurs d'asile n'ont cessé de s'aggraver et sont régulièrement

dénoncés par l'ensemble des organisations d'aide aux migrants, avec pour seule réponse une répression policière de plus en plus violente : conditions inhumaines de détention dans les CRA, hausse continue des expulsions (16 000 en 2018 contre 12 000 en 2007), explosion des « campements » de migrants à la rue dans toutes les grandes villes, injonction faite aux CADA de remettre à la rue les demandeurs d'asile trois mois après l'obtention de leur titre de réfugié, transformation de la carte de retrait de l'ADA (allocation pour demandeurs d'asile) en carte de paiement sans possibilité de disposer d'un minimum de liquidités,...

Mais l'orientation de cette politique migratoire a aussi des effets pervers sur les migrants réguliers qui sont confrontés à des difficultés croissantes lors du renouvellement de leur titre de séjour s'ils ont le malheur de se retrouver au chômage. Enfin, dernier point particulièrement scandaleux : les obstacles pour ne pas dire la quasi-impossibilité pour les migrants réguliers, et même pour ceux ayant acquis la nationalité française, d'obtenir le regroupement familial, en totale contradiction avec « l'intégration réussie » comme le

proclame l'intitulé de la loi et en violation des articles du CESEDA.

## Et maintenant, la réforme de l'AME ?

Tout en jurant ses grands dieux qu'il serait « ridicule » de supprimer l'AME (Aide médicale d'Etat), Macron entend « l'évaluer »... et la réduire à « un panier de soins nécessaires » et remédier aux « excès » qui découlent selon lui d'une prise en charge à 100 %, reprenant ainsi à son compte les mensonges véhiculés par la réaction. Car si l'AME donne droit à la prise en charge de 100 % des soins, si tout migrant présent sur le territoire français depuis plus de 3 mois (qu'il soit demandeur d'asile ou migrant en situation irrégulière) peut en bénéficier et se faire soigner sans avance de frais, cela se fait dans la limite du montant et des soins couverts par l'assurance maladie, ce qui peut laisser un reste à charge conséquent pour le bénéficiaire. Mais rappelons que l'AME n'est pas simplement une aide à la santé des migrants, elle est aussi un dispositif de santé publique indispensable pour la protection sanitaire de l'ensemble de la population. ★

## Derrière le débat au Parlement sur l'immigration

« *La question est de savoir si nous voulons être un parti bourgeois ou pas. Les bourgeois n'ont pas de problème avec [l'immigration] : ils ne la croisent pas. Les classes populaires vivent avec.* »

C'est avec ces mots qui piochent allégrement dans notre vocabulaire, mêlés à un cynisme à toute épreuve qu'E. Macron a lancé son nouveau débat sur l'immigration.

Débats sans décisions à la clé, mais où tout ce que compte le Parlement en députés réactionnaires et racistes va s'en donner à cœur joie pour... vilipender la politique d'E. Macron qui, en matière d'immigration, peu importe les annonces faites, sera de toute façon toujours trop laxiste. Les non-inscrits ont d'ailleurs laissé leur temps de parole pour permettre à Marine Le Pen de monter à la tribune ! Ça promet !

Mais ça tangué au sein du « parti bourgeois ». Des députés ont déjà fait savoir qu'ils n'étaient pas d'accord avec certaines dispositions mises en débat, notamment sur la refonte de l'aide médicale d'Etat (AME) dont peuvent bénéficier les travailleurs migrants dépourvus de titre de séjour. En remettant au centre du débat

politique la question de l'immigration, E. Macron repart en campagne électorale. Cette fois-ci à la conquête des électeurs de droite qui ont pu voter pour le Rassemblement national lors des élections européennes.

Rappelons-nous, alors que tous les sondages indiquaient au moment de la crise des gilets jaunes que les questions liées à l'immigration n'étaient pas la priorité des français comme aiment à le dire ces mêmes instituts, le sujet a été un des thèmes de ces show en bras de chemise d'E. Macron. La loi « Asile et immigration », votée quelques mois plus tôt, a eu comme résultat une augmentation de 10 % de reconduites à la frontière en 2018 et une augmentation de 30 % des mesures d'éloignement, comme celles de l'obligation à quitter le territoire français (OQTF). Chiffres qui illustrent la propension des organes de répression à « pourrir la vie des travailleurs migrants ».

Cette approche très « à droite toute » de la question de l'immigration n'est donc pas nouvelle.

Cette politique est celle de l'oligarchie qui ne peut plus faire sans ces travailleurs immigrés : sur les chantiers, dans le bâtiment ou dans

les travaux publics, dans les cuisines, dans la collecte des ordures, dans le nettoyage des bureaux, ou auprès des anciens...mais aussi en usine. Par tous les moyens, il lui faut donc casser cette identité de classe où même quand ils n'ont pas de titre de séjour valable, ces travailleurs se mettent en grève, notamment avec la CGT, comme tout dernièrement encore à Paris et en Seine-St-Denis pour obtenir leur régularisation.

Les travailleurs immigrés « sans-papiers », notamment d'origine subsaharienne, deviennent de plus en plus revendicatifs et ils le peuvent, en sachant qu'ils peuvent compter sur la solidarité ici en France à travers les organisations syndicales, mais aussi avec celle de leurs familles au pays. Leurs luttes font aussi écho à celles de leurs compatriotes qui, comme au Mali, contestent en masse l'impérialisme Français.

L'immigration africaine pour l'impérialisme français devient une « immigration dangereuse ».

C'est aussi ce qui explique cette volonté de stigmatisation systématique. « Du bruit et des odeurs » à « toute la misère du monde »... en passant par le couplet sur les difficul-

tés de l'intégration... et la menace terroriste.

N. Sarkozy et son ministre de l'intérieur de l'époque, l'ineffable Hortefeux, avaient tenté de mettre sur pied tout un plan pour substituer à cette immigration subsaharienne une immigration européenne, plus particulièrement issue des anciens pays de l'Est. Une immigration qui ne cherche pas à s'installer, qui plus est, « blanche » ! Dont les standards de vie ne sont pas très éloignés de ceux de la population française, alors que le salaire minimum dans leurs pays tourne autour de celui de la moitié d'un smic français. Donc très intéressée pour un travail similaire à toucher le salaire - même moindre - d'un travailleur d'ici. Autre avantage, ces travailleurs sont, la plupart du temps, des travailleurs assez qualifiés ou qualifiés, à l'image des milliers d'entre eux qui bossent aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire.

Avec ce débat parlementaire centré sur le regroupement familial, les prestations sociales, les pays « sûrs », les limites à la naturalisation... E. Macron marche dans les pas de N. Sarkozy pour les intérêts bien compris du patronat. ★

# Les GAFA, un danger pour la démocratie ...

Depuis leur émergence à la fin du siècle dernier, les entreprises majeures du secteur des hautes technologies et de l'internet, souvent réunies sous l'acronyme GAFA (1) sont peu à peu devenues incontournables, que ce soit dans le secteur économique ou la société dans son ensemble.

Elevées au rang de symboles du capitalisme moderne, les GAFA sont devenues les entreprises parmi les plus puissantes au monde, en termes de capitalisation, dépassant même celles de grandes banques et de sociétés industrielles. Elles commencent à leur « faire de l'ombre », d'autant qu'elles sont passées maîtres dans le domaine de l'optimisation fiscale, parvenant à exonérer une grande partie de leurs profits de tout prélèvement fiscal. D'où les tentatives timides de taxation de ces géants d'internet initiées par certains gouvernements de pays européens (dont la France) ou les actions anti-trust menées aux Etats-Unis. Le fait que les discussions sur la taxation des GAFA peinent à aboutir sur un consensus européen est symptomatique de la puissance de ces entreprises, faisant ouvertement pression sur certains pays de l'UE (par exemple l'Irlande où elles sont très implantées) pour s'opposer à toute politique fiscale coordonnée. Les menaces de

Trump de taxer en représailles les exportations des produits français en cas de mise en place d'une taxation sur le chiffre d'affaires des GAFA montrent également l'importance de ces géants de l'internet dans le dispositif étasunien de surveillance à l'échelle mondiale.

En effet, les GAFA, du fait de leur poids économique et de l'influence qu'elles exercent sur les gouvernements, et du fait de leurs capacités à surveiller, collecter des masses d'informations sur les utilisateurs, ont des moyens considérables de manipulation et de conditionnement : elles représentent un réel danger, à multiples facettes pour les classes populaires du monde entier.

Elles sont également des monopoles qui surexploitent les travailleurs dans de multiples secteurs, au niveau international.

Prenons les conditions de travail des ouvriers des sous-traitants chinois d'Apple, comme Foxconn, dont l'usine est implantée à Zengzhou, en Chine, avec des heures supplémentaires imposées de 100 h (alors que le maximum légal est de 36 h), avec 50 % d'intérimaires (alors que le maximum légal est de 10 %) ! Cela permet à l'entreprise californienne de produire à moindre coût ses smartphones haut de gamme, vendus à plus de 1 000 euros pièce. De même, le succès

d'Amazon s'appuie très largement sur les conditions de travail extrêmement dures et des cadences infernales pratiquées dans ses entrepôts. Ces conditions sont aux antipodes de celles mises en avant dans les campus rutilants dans lesquels les hauts cadres d'Apple ou Google évoluent et qui sont présentés comme de véritables références en matière de qualité de vie au travail, prétendument représentatifs de la bienveillance des mastodontes de la Silicon Valley pour le monde et du « start-up way of life ». La croissance des GAFA s'appuie également sur l'implication involontaire des utilisateurs de leurs produits et sur toutes les informations qu'ils livrent, sans en être forcément conscients, sur leur vie privée. En effet, en utilisant internet pour faire des recherches, des achats, communiquer sur les réseaux sociaux ou ses objets connectés (voir les multiples scandales autour de l'assistant personnel "Alexa" d'Amazon), les utilisateurs fournissent aux géants de l'internet des données de toutes sortes qui sont pour eux une source de profits considérables. Ces données servent à connaître les habitudes des consommateurs et prédire leurs attentes, qui vont se traduire en publicités ciblées qui vont apparaître sur les pages Facebook ou Google, qui se financent par ce biais. Les données

(état civil, photographies, habitudes commerciales, médicales, localisation, navigation internet, contacts...) accumulées sur leurs utilisateurs peuvent par ailleurs être vendues à des entreprises commerciales. Les services de sécurité des Etats ont des moyens directs ou indirects d'y puiser des informations, comme on l'a appris à travers les révélations d'Edward Snowden sur le programme d'écoute et de surveillance à l'échelle mondiale de la CIA et de la NSA.

Malgré leur communication axée sur l'importance du respect de la vie privée, les GAFA jouent donc un rôle clé dans la surveillance des citoyens. Les perspectives futures de perfectionnement des algorithmes de surveillance basés sur l'écoute, la reconnaissance vocale et faciale, ou sur les prédictions comportementales font froid dans le dos. Et si les monopoles US sont en pointe dans ce domaine, il ne faut pas oublier que tous les Etats impérialistes investissent dans ces domaines. Comme nous l'avons expliqué dans un article de La Forge, le contrôle et la surveillance de masse font partie de la militarisation de la société. ★

1- Contraction de Google, Apple, Facebook et Amazon auxquelles s'ajoute Microsoft.

## ... et une informatisation plus poussée

Comment analyser, d'un point de vue de la création de la valeur et de la plus-value, les monopoles qu'on englobe sous le terme de GAFA ? Pour cela, nous partons de l'analyse que nous avons initiée sur « la technique en système capitaliste ».

Les GAFA sont des monopoles qui relèvent du domaine des communications et de l'informatique.

« Il y a production d'une marchandise particulière, qu'on peut appeler *communication*, sous forme de signaux électroniques, marchandise qui est transportée dans des réseaux physiques interconnectés. Ce qui nous occupe, ce n'est pas le contenu de ces informations, mais le procès de travail qui permet de produire et d'acheminer les signaux de la même façon que pour l'industrie du transport, son caractère de travail productif n'est pas lié à la nature de l'objet transporté. Le travail productif consiste à faire en sorte que ces équipements soient constamment disponibles et que les signaux soient acheminés dans les meilleures conditions de

vitesse, fiabilité, régularité. L'ensemble des travailleurs qui effectuent ces travaux créent de la valeur. La plus-value est accaparée par les capitalistes propriétaires des moyens de production. » Autrement dit, il y a production de valeur et de plus-value dans ces secteurs.

Quelques-unes des caractéristiques des monopoles faisant partie des GAFA sont qu'ils produisent les instruments qui sont basés sur la technologie de communication (ex : les smartphones), et qu'ils utilisent les infrastructures qui acheminent l'information. Certains produisent eux-mêmes (le fait qu'ils les font fabriquer par une kyrielle de sous-traitants ne change rien à la question traitée) les réseaux terrestres et satellitaires, ce qui accroît la dépendance technique des utilisateurs.

Avec le développement de « l'intelligence artificielle » on assiste à un nouveau pas dans l'informatisation du processus de production. Dans le document cité plus haut nous avons analysé le rôle des robots qui exé-

cutent des tâches réalisées par les ouvriers, en soulignant qu'à partir des années 70, « l'électronique et l'informatique ont pénétré les différents secteurs de la sphère de production et de la circulation capitalistes. Nous avons parlé de l'automatisation de la production dans l'automobile, la chimie et le textile, aujourd'hui, une nouvelle génération de machines automatisées est utilisée par l'agro-alimentaire, la chimie, le bâtiment. Le développement de l'électronique, sa combinaison à l'informatique et l'expansion des télécommunications ont intensifié la délocalisation de la production ».

Autrement dit, ce développement a contribué de façon décisive à ce qu'on a appelé la « mondialisation », la « globalisation », une forme qu'a prise la socialisation de la production au stade de l'impérialisme.

Si la robotique s'appuie sur des machines qui exécutent des tâches réalisées auparavant par des ouvriers (reproduction plus rapide et plus efficace du geste de production) et qui en exécutent d'autres, que l'ou-

vrier ne peut pas réaliser, l'étape actuelle concerne des tâches de conception mentale et de surveillance qui sont « informatisées » en masse, à travers notamment des combinaisons de calculs que les ordinateurs de plus en plus puissants ont été capables de réaliser dans des temps records. Ce sont les fameux algorithmes qui sont censés reproduire des opérations mentales, préalablement traduites en langage informatique. Fondamentalement, le processus consiste à remplacer du travail vivant par du travail mort, concentré dans la machine.

C'est dans ce domaine qu'aujourd'hui se concentrent de très importants investissements, notamment dans le domaine de la recherche.

Nous jetons ici quelques bases pour approfondir cette question. Ces technologies entraînent des modifications importantes dans la façon de produire et dans les marchandises produites. Des marchandises qui sont vendues dans le monde entier, par des monopoles toujours plus puissants. ★

# La campagne « non au SNU » est lancée

Ça y est, les organisations membres du collectif « Non au SNU » ont décidé de lancer une campagne d'information et de mobilisation. Le texte que nous publions ci-dessous est la plate-forme de ce collectif qui liste les raisons de notre opposition collective à ce projet d'embrigadement des jeunes, dès 15 ans. Bien sûr, le travail d'information et

de mobilisation ne se résume pas à la diffusion de ce texte. Le collectif devrait « produire » des textes par thèmes, des arguments, et des supports visuels pour s'adresser largement aux jeunes, aux enseignants, aux parents d'élèves tout en continuant à travailler à gagner d'autres organisations à cette campagne. C'est donc un travail sur la durée, pour installer cette question dans le

débat public, pour faire grandir la prise de conscience des dangers de cette entreprise et pour que cette opposition se manifeste publiquement, sous des formes à trouver. Chaque organisation a toute liberté de développer ses propres arguments et il est souhaité qu'il y ait une mutualisation des informations, des analyses, des prises de position.

Nous avons déjà consacré une série d'articles dans nos précédentes éditions : nous allons continuer notre travail pour développer les aspects qui nous semblent importants, comme la question de l'encadrement et le formatage idéologique autour des questions de la défense de la nation, de l'unité nationale qui est visée autour de la lutte contre les « menaces » terroristes. ★

## Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans

**Une opération de soumission de la jeunesse :** il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes... Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de tous les jeunes de 16 à 25 ans ; on sait comment ce genre de fichier peut être utilisé ! Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

**La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses :** les jeunes du SNU seront utilisé-e-s pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé-e-s qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité-e-s, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé-e-s à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

**Des dépenses considérables :** 6 milliards €/an, selon un rapport sénatorial de 2017. Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'éducation, qu'aux mains des militaires !

**Le renforcement de la militarisation.** Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

**Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent. Mais c'est déjà le cas !**

**Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité des droits et contre les discriminations, etc.**

**Ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager ! Comment peut-on parler d'apprendre la citoyenneté, lorsqu'on confie l'encadrement à l'armée (qui, par ailleurs, n'était pas demandeuse) ?**

**Non au SNU ! Abrogation du SNU !**

**Campagne unitaire contre le SNU :** Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, Solidaires Étudiant.e.s, ASSO-Solidaires, Solidaires Jeunesse et Sports, SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, Émancipation tendance intersyndicale, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L'insurgé, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Radio-Libertaire, Revue Silence.

LE FIL ROUGE

SOMMAIRE

CLIMAT, SNU, INTERVENTIONS MILITAIRES... C'EST LE SYSTÈME CAPITALISTE IMPÉRIALISTE QUE NOUS ACCUSONS !

## A faire connaître

« Climat, SNU, interventions militaires... c'est le système capitaliste impérialiste que nous accusons ! »

L'UJR (Union des jeunes révolutionnaires) a sorti son 6<sup>e</sup> « FIL ROUGE », disponible auprès de ses militants et consultable en ligne :

<http://www.ujr-fr.org/documents/LeFilRouge/LeFilRougeN06.pdf>

Au sommaire : une prise de position sur le service national universel (*Le SNU c'est quoi ?*) et un article sur la situation au Burkina et les aspirations à un changement révolutionnaire de la jeunesse burkinabè (« *Burkina Faso : « Une situation trouble, complexe et contradictoire* »), rédigé à partir de témoignage de militants de l'ODJ.

Ce numéro contient également un retour sur le 7<sup>e</sup> camp d'été de l'UJR ainsi qu'un hommage aux deux camarades de l'ODJ, Cissé Fahadou et Balima Hama, exécutés par des escadrons de la mort au Burkina. (Ce texte, qui leur rend hommage et qui explique la lutte qu'ont menée dans le Yagha ces deux jeunes révolutionnaires, peut également être retrouvé dans son intégralité sur le site de l'UJR : [ujr-fr.org](http://ujr-fr.org).)

## Irak – Syrie

# « On a réussi à très bien travailler avec les Américains »

C'est le commentaire satisfait qu'on entend beaucoup dans les sphères militaires, notamment les officiers qui ont participé aux opérations militaires internationales en Syrie, aux côtés et, en réalité, sous les ordres des militaires étasuniens. Une manière de valoriser la contribution de la France à la guerre qui a ravagé la Syrie, au nom de la guerre contre l'EI. Une contribution qui se décline en chiffres : 2 500 bombardements aériens, 100 missiles de croisière lancés, 3 000 bombes larguées, 18 000 obus tirés par les canons Caesar (les mêmes qui ont été vendus à l'Arabie saoudite et qui sont employés

pour bombarder les zones yéménites). Le nombre de victimes civiles n'est, lui, pas communiqué et les autorités françaises préfèrent parler des 2 500 djihadistes tués. Au moment où on célèbre le « non » chiraquien à la participation de la guerre lancée par Bush, il est important de préciser que la France a quand même mis les pieds en Irak, notamment en 2014, avec le déploiement des canons à longue portée Caesar, l'encadrement de forces irakiennes par des formateurs français. Mais c'est évidemment en Syrie que l'engagement a été le plus intensif. Les Mirage décollaient

de Jordanie, pour bombarder Rakka. Ces opérations ont été menées dans le cadre de l'opération Chammal, qui a été intégrée dans l'opération dirigée par l'impérialisme US en Irak et en Syrie. Les militaires français insistent beaucoup sur l'autonomie dont ils auraient bénéficié, vis-à-vis du commandement étasunien, notamment qu'ils auraient refusé certaines missions qui auraient bombardé des populations civiles. Mais ils ont beaucoup apprécié l'aide logistique apportée par les forces américaines, sans laquelle les missions aériennes n'auraient en fait pas pu

s'effectuer. Ils vantent aussi la coopération poussée en matière de renseignement : le commandement US a accepté que la France participe aux réunions entre les USA et leurs alliés de toujours, en matière de renseignement (le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande). Et de conclure, « *ils nous fournissent en retour des avions de transport et des ravitailleurs au Sahel. La bonne coopération d'un côté crée la bonne coopération de l'autre* ». Cela a le mérite de la clarté et illustre l'importance de la coopération franco-étasunienne au Sahel. ★

# Le mouvement syndical doit prendre en mains les questions d'environnement

Les catastrophes d'ordre écologique liées à l'activité humaine sont essentiellement et quasi exclusivement d'importants accidents d'ordre industriel. Des substances qui ne devaient pas être mises en contact l'ont été ou, d'autres, qui devaient être confinées ne l'ont pas été. Comme elles peuvent être liées à la vétusté de bâtiments ou/et à leur non-conformité avec l'environnement naturel... Ou bien encore dues à l'obsolescence des matériaux entrant dans le processus industriel lui-même...

La particularité de ces catastrophes, c'est qu'elles dépassent le cadre même de l'usine, de l'entreprise concernée. Leur impact touche de larges zones géographiques alentour. Et quand on parle généralement de catastrophes, c'est aussi parce qu'en plus des travailleurs de ces entreprises concernés au premier chef, les habitants qui occupent ces zones le sont également.

A ces catastrophes liées à l'activité humaine qui prennent bien souvent une dimension spectaculaire, il faut souligner le cas particulier des pollutions à grande échelle ou d'ordre environnemental qui ont la particularité d'être des catastrophes à mèche lente.

Mais quelle que soit l'ampleur de ces accidents, de ces pollutions, ils surviennent parce qu'à tel endroit, pen-

dant telle période, ont été concentrées, déversées ou libérées d'énormes quantités de matière chimique ou d'énergie, en dehors des règles élémentaires de sécurité qui préservent l'homme et l'environnement.

Ce processus destructeur procède très rarement de la fatalité. Pour qu'il prenne une ampleur telle que l'on puisse parler de catastrophe, il faut au préalable que le capital ait accumulé dans de vastes proportions une très grande quantité de matière pour pouvoir assurer le processus de production. Qu'il y ait trouvé un intérêt.

## Le profit, source des catastrophes industrielles et environnementales

« Il semble donc que l'usine de lubrifiants, classée Seveso seuil haut et donc soumise à un système de contrôle fort, stockait des matières premières et des produits finis dans un entrepôt de logistique, qui pourrait avoir échappé à la réglementation des installations classées, et par là même aux contraintes de transparence et de surveillance qui lui sont liées » vient d'indiquer un article de Médiapart à propos de l'incendie de l'usine Lubrizol du Rouvray (76)

Les autorités comme les responsables de cette filiale de la holding d'investissement du milliardaire Warren Buffett (3e fortune mondiale) essayeront par tous les moyens de trouver le lampiste,

voire le terroriste, auquel ils pourront faire porter la responsabilité de cette catastrophe. Mais le fait est là, incontournable, c'est la course au profit qui, poussée par cette concurrence au carré que se livrent les monopoles entre eux, a fait que des milliers de tonnes de produits pour le moins toxiques étaient produits et entreposés dans cette usine et dans les entrepôts attenants et qui sont partis en fumée, contaminant Rouen et sa région.

Et ce même article, nous apprend : « En 2009, l'administration a assoupli les règles de contrôle sur les installations classées en créant le régime de l'"enregistrement", qui n'oblige plus les entreprises à conduire des études d'impact avant le lancement de certaines activités. » Là, c'est donc l'Etat au service de ces mêmes monopoles qui est pointé du doigt pour avoir facilité cette course au profit en changeant les normes de sécurité. De la même façon, avec les ordonnances Macron, les comités d'hygiène et sécurité ont été purement et simplement supprimés, ôtant par là un des moyens dont pouvaient encore disposer les travailleurs pour tenter de limiter les prétentions des patrons.

## Les travailleurs aux avant-postes des questions environnementales

Le vecteur de cette course au profit, c'est la production industrielle. Qui

d'autres, mieux que les ouvriers et leur organisation syndicale, pour être les vigies des habitants de ces zones géographiques qui entourent ces usines et ces sites industriels ? Poser la question c'est y répondre. Mais à la condition de concerner régulièrement ces mêmes habitants sur ce qui se passe dans l'usine en matière d'environnement. Pas simplement quand il y a un piquet de grève pour les salaires ou contre les licenciements devant les portes.

Ce lien entre ouvriers et leur organisation syndicale, et riverains des sites industriels, devient indispensable. C'est la même nécessité qui conduit les travailleurs des services publics à se lier aux usagers pour la défense de ces services. C'est politiquement important dans la mesure où les monopoles poussent l'Etat à leur démantèlement, comme ils le poussent à en finir avec toute réglementation qui fait obstacle à « la concurrence libre et non faussée », et renforce inévitablement les risques de catastrophe écologique et environnementale comme le montre aujourd'hui le cas de l'usine Lubrizol.

C'est aussi une bataille idéologique qu'il faut mener dans les rangs du mouvement ouvrier pour élargir ce front dans une perspective de rupture avec le système capitaliste. ★

## RATP

# La bataille pour les retraites est lancée

La journée de mobilisation des travailleurs de la RATP, le vendredi 13 septembre 2019, contre la réforme des retraites a été particulièrement suivie. Il faut remonter bien en arrière pour une telle paralysie des transports en Ile-de-France. Plus de 20 000 grévistes sur 45 000 agents à l'effectif. Et si l'on s'en tient à la partie la plus visible d'un jour de grève à la RATP, dix lignes de métro sur les quatorze existantes étaient fermées. Les lignes A et B du RER l'étaient aussi en journée, avec un service restreint en matinée et en soirée.

Avant la sortie officielle du rapport Delevoye, depuis le mois de juin, les syndicalistes dans les ateliers, les attachements des conducteurs de métro ou de bus, ont donné des tonnes d'explications sur ce projet, et sur le régime universel par points. Phénomène nouveau dans cette campagne d'information/mobilisation, les cadres et les agents de maîtrise ont aussi réclamé aux organisations syndicales des heures d'information syndicale (HIS). Pour mémoire, en 1995,

les membres de l'encadrement étaient restés frileux, et pour beaucoup assez loin du mouvement, au moins au début...

Cette mobilisation, que certains ont qualifiée d'historique – mais sachons aussi raison garder, même si cette journée a pesé lourd politiquement et continue de peser, ce n'était qu'une journée ! – elle s'est aussi nourrie de tout le malaise ambiant suite aux restructurations en cours au niveau de la RATP.

La direction, avec à sa tête Mme Guillaouart, proche d'E. Macron, applique à la lettre les orientations néolibérales en cours dans l'ensemble des entreprises de transports publics. Ainsi, ceux de l'exploitation et de la maintenance bus RATP vivent un plan social maquillé, hors norme, qui prévoit en 2025 la filialisation de l'ensemble du réseau. Ce sont près de 18 000 agents sur les 45 000 de la RATP qui sont, dans un premier temps, concernés. Aux plus anciens, il est fortement recommandé de quitter le réseau bus, s'ils veulent pouvoir conserver encore... leur statut ?!



Rassemblement intersyndical devant le siège de la Ratp le 13 septembre

Cette réforme annoncée des retraites vient donc se rajouter au ras-le-bol général. Mais, par ailleurs, la mobilisation du 13 septembre est venue redonner confiance à des milliers de travailleurs de la RATP dans l'action collective. Une action collective suffisamment puissante pour paralyser une partie de l'activité économique et ressentie comme une vraie bouffée d'oxygène pour toutes celles et tous

ceux qui se battent dans le pays. Par-delà leur régime spécial et en défendant leur régime spécifique de retraite, les travailleurs de la RATP, ce 13 septembre, venaient d'ouvrir la voie à la mobilisation en grand contre cette énième « réforme ».

Le gouvernement ne s'y est pas trompé. Il a confirmé la détente du calendrier et a envoyé son tout nouveau secrétaire d'Etat aux transports, ●●●

●●● Jean-Baptiste Djebbari, rencontrer les organisations syndicales lors du rassemblement devant le siège de l'entreprise pour un « mini-grand-débat »... Et le 16 septembre 2019, le secrétaire national de l'UNSA, L. Lescure était convoqué par Macron à l'Elysée.

Le 24 septembre 2019, l'UNSA ne s'est pas associée à la mobilisation interprofessionnelle appelée par la CGT et Solidaires ; mais, dans un communiqué commun, l'UNSA/RATP avec FO, la CGC, SUD et Solidaires

appelait les travailleurs de la Régie à un mouvement de grève illimitée à partir du 5 décembre 2019. Surenchère ? Manœuvre ? Certainement un peu des deux à la fois. Mais quoi qu'il en soit, ce même 16 septembre, le secrétaire général de l'UNSA-Traction (implanté essentiellement chez les conducteurs de métro et RER), a interpellé par courrier son secrétaire national pour lui signifier que la réforme n'était pas à négocier mais à rejeter ! De son côté, FO au niveau national a d'ores et déjà fait

du 5 décembre un rendez-vous de mobilisation contre la réforme des retraites Macron/Delevoye...

Dans la foulée du 24 septembre, la CGT/RATP a rejoint les autres organisations syndicales UNSA/ CGC/ SUD/ Solidaires/ FO pour aussi appeler à un mouvement de grève illimitée à partir du 5 décembre 2019 ! Il y a deux mois pour construire cette prochaine et importante mobilisation, sans compter celles qui vont intervenir entre temps (comme celle des retraités à

l'appel de l'ensemble des organisations de retraités le 8 octobre) pour, à nouveau, ensemble et dans l'unité la plus large, dire NON à ce projet de loi sur les retraites.

A l'image de ce qu'ont fait les camarades de la maintenance à Saint-Ouen (93) pour préparer le 13 septembre avec quelque 150 travailleurs, avec les prochaines heures d'information syndicale (HIS), mais pas que, préparons tous ensemble cette future journée de grève. ★

Cellule 2<sup>e</sup> Congrès

## Six jours de grève à Toray (64) : tous pour un

La Cgt Toray a débuté un préavis de grève illimitée le vendredi 27 septembre à partir de 20h. C'est ce jour que le syndicat apprend la nouvelle qu'un de leurs syndiqués a été sanctionné pour une négligence professionnelle, sanction tout de suite trouvée disproportionnée par une majorité de collègues. A l'appel du syndicat Cgt, les ateliers de productions de fibres de carbone (qui regroupent près de 200 salariés sur les 430 que compte l'entreprise) vont alors chacun leur tour opérer des débrayages successifs avec des taux de près de 90 % de participation. Cela va engendrer en moins de 24 heures des arrêts d'unités impactant les trois quarts de la production (capacité de 5 200 tonnes/an). L'unique revendica-

tion étant le retrait de la sanction. Par leur grève, les salariés et la Cgt sont donc déterminés à empêcher que le patron ne touche un des leurs.

Le lundi 30 septembre, la direction demande à rencontrer le syndicat à 11 h. Un rassemblement est donc organisé aux portes du siège social. Ce sont des dizaines de salariés qui se retrouvent dans un moment fraternel pendant que les délégués discutent avec la direction. Ce rassemblement fait face à une présence policière importante, fait nouveau dans les grèves de cette entreprise. La réunion ne donnera rien, l'assemblée des salariés vote alors à l'unanimité la poursuite de la grève.

Le mardi 1<sup>er</sup> octobre, la direction, n'ayant pas réussi à stopper la grève,

ne lâche rien. Elle tente l'intimidation par des rondes dans les ateliers auprès des salariés en grève. Rien n'y fait : la production est largement impactée et les salariés continuent la grève.

Le mercredi 2 octobre, dans la soirée, la direction se résout à reprendre contact avec la Cgt. Après deux heures de discussions, appuyées par le mouvement de grève toujours fort, un protocole de fin de grève est signé. Un compromis très positif, car si la sanction n'est pas levée, le travailleur aura une augmentation de salaire, son coefficient hiérarchique sera relevé et il pourra faire valider ses acquis et son expérience et pourra le faire reconnaître dans l'entreprise. De plus, la direction a accepté d'engager une discussion avant le 31 décembre 2019

avec les syndicats sur la mise en place d'une grille de salaires sur un plan de travail élaboré par le syndicat Cgt.

Les salariés sont satisfaits, même si le retrait de la sanction n'a pu être possible. Ils sortent contents de tout ce qui a été obtenu, par la grève déterminée qu'ils ont menée et, en accord avec le salarié sanctionné, la grève a été suspendue. C'est un revers pour la direction qui n'en n'est pas à son premier coup d'essai. Mais c'est surtout une victoire pour les ouvriers et le syndicat Cgt qui, déterminés et solidaires, ont repris le mot d'ordre « un pour tous, tous pour un » déjà utilisé en 2017 lors d'une grève contre un licenciement injuste et qui a permis de gagner. ★

Correspondance Pau

## Les luttes se poursuivent dans le secteur de la santé mentale

### Nouvelle grève à l'hôpital du Rouvray

A l'hôpital psychiatrique du Rouvray, 2 mois d'une grève dure et spectaculaire, dont 2 semaines de grève de la faim, s'étaient terminés le 8 juin 2018 par l'obtention d'une bonne partie des revendications, dont la création de 30 postes, d'une structure de soin pour les adolescents et d'une unité dédiée aux détenus malades psychiatriques, la titularisation de contractuels, la *maintien du service d'addictologie*. Cette victoire avait encouragé d'autres établissements psychiatriques connaissant le même grave manque de moyens à se mettre en mouvement : ce fut le cas de l'hôpital Philippe Pinel à Amiens ou bien de l'hôpital Pierre Janet au Havre qui ont mené de longues luttes jusqu'à la victoire.

L'indignité des conditions d'hospitalisation des patients, la souffrance des soignants impuissants devant cette situation due au manque de moyens, sont ainsi apparues au grand jour et ont scandalisé l'opinion publique qui a massivement soutenu ce mouvement. Las, un an après, les promesses n'ont pas été tenues et, le 19 septembre, le personnel du Rouvray a repris le chemin de la grève avec les syndicats CGT, SUD, CFDT, car la situation ne s'est pas

améliorée ; le taux d'occupation des lits est à 109 %, ce qui oblige à mettre des lits dans le couloir ou dans des bureaux sans fenêtre ; l'unité pour adolescents n'est pas ouverte et, pour les créations de poste, le compte n'y est pas.

Ce qui a changé, c'est que cette lutte emblématique peut mettre à nouveau le feu aux poudres plus largement qu'à Sotteville-lès-Rouen.

### La grande misère de la psychiatrie

Il faut dire que la grande misère de la psychiatrie que dénoncent les professionnels est corroborée par nombre de rapports qui se succèdent... sans réels changements.

En janvier de cette année, la ministre des Solidarités et de la Santé, Agnès Buzyn, avait annoncé 100 millions d'euros supplémentaires dès cette année – une misère compte tenu des restrictions imposées depuis des décennies.

Le dernier rapport parlementaire en date, présenté le 18 septembre par les députées Martine Wonner (LREM) et Caroline Fiat (LFI), reconnaît : « *Le nombre de lits d'hospitalisation en psychiatrie par habitant a diminué de*

*moitié depuis les années 90* », et « *les structures qui se sont développées parallèlement en ville (...) ne permettent pas de répondre à la demande croissante de soins, les centres médico-psychologiques étant partout saturés tandis que le premier rendez-vous avec un psychiatre peut atteindre trois mois, et parfois bien plus* ».

Le problème c'est que les solutions proposées sont de faire un guichet unique d'appel en mettant à contribution tous les acteurs de la psychiatrie, du privé et du public, mais aussi des médecins généralistes, des personnels médico-sociaux... et en proposant que 80 % du personnel hospitalier soit redéployé sur la ville à l'horizon 2030. Il y a certes besoin de soigner en amont pour prévenir les crises et éviter les hospitalisations et en aval pour assurer le suivi, mais il faut des professionnels formés à la psychiatrie alors que les écoles d'infirmiers en psychiatrie ont été fermées et ne pas retirer ce personnel formé des hôpitaux.

Comme pour les urgences, le remède ne vise pas à donner les moyens à l'hôpital public de mieux soigner, mais de sortir les malades de l'hôpital et de demander au privé, associatif ou libéral, de compenser ce que l'Etat ne veut plus assumer. Il est clair qu'il y a un déséquilibre sur le territoire avec

toutes les fermetures de structures psychiatriques et que le privé, surtout s'il est lucratif, ne s'installe que là où les profits sont possibles et donc pas dans les régions désertifiées ou là où vivent des patients plus précaires.

La commission psy de la CGT dénonce : « *Nous sommes atterré.e.s de constater que le schéma de réponse pour la psychiatrie est identique à celui des urgences : des mesures sans moyens et la privatisation à tout prix ! Ce rapport n'est malheureusement qu'un outil de plus pour accélérer la destruction déjà en marche de l'hôpital psychiatrique et des services publics. Nous avons donc toutes les raisons de nous battre ensemble, EHPAD, urgences, psychiatrie, hôpitaux, santé, tou.te.s les salarié.e.s et tou.te.s les usager.e.s de la Sécurité Sociale.* »

Ces batailles « ensemble » s'organisent : le 8 octobre ce sont les personnels des EHPAD et des soins à la personne qui rejoignent les retraités en manifestation.

Le 15 octobre, la santé rejoint les pompiers dans une manifestation nationale à Paris dans leurs revendications d'avoir les moyens pour un service public de secours et de santé qui réponde aux besoins de la population. ★

## Mobilisation après le suicide d'une directrice d'école

Plus qu'un hommage à Christine, c'est un cri de colère que les enseignants, mais aussi des parents, ont fait retentir jeudi 3 octobre suite au suicide d'une de leurs collègues sur son lieu de travail à Pantin. En grève massive en Seine-Saint-Denis mais aussi mobilisés dans beaucoup d'autres villes du pays, ils ont relayé le contenu de sa lettre dans lequel tous se sont reconnus. Christine Renon y décrit le quotidien infernal d'une directrice d'établissement et le sentiment d'abandon de la part de l'institution. Si cela s'est produit en Seine-Saint-Denis ce n'est sans doute pas un hasard car, dans ce département plus qu'ailleurs, les élèves concentrent des problèmes sociaux et économiques que les établissements sont souvent obligés de gérer en plus de leur mission éducative.

Il faut que ce geste terrible serve à dire haut et fort que la situation que vivent ces professionnels ne peut plus durer et que l'institution doit prendre en compte cette souffrance et y répondre. C'est ce qu'ont commencé à faire les enseignants en se mobilisant jeudi. Le combat doit se poursuivre.

Nous reproduisons ci-dessous le témoignage que nous a adressé une enseignante de maternelle en Seine-Saint-Denis après le suicide de Christine.

### Témoignage d'un professeur des écoles de Seine-Saint-Denis

C'est avec le cœur lourd, que nous nous rendrons jeudi 3 octobre au rassemblement devant la DSDEN de Bobigny, suite au décès de notre collègue Christine Renon qui a mis fin à ses jours dans son école à Pantin. L'école sera fermée. Les parents nous ont apporté leur soutien ; beaucoup ont lu la lettre de Christine. Ils ne sont pas dupes et se rendent compte de notre dévouement quotidien.

Nous, les enseignants, que notre Ministre Monsieur Blanquer méprise... La lettre laissée par Christine pour expliquer son geste est un véritable témoignage du quotidien du personnel de nos écoles. Nous, les enseignants, qui ne cessons de nous démener pour nos élèves, pour les familles, pour les adultes de demain. Dans nos quartiers, nous sommes parfois les seuls interlocuteurs de ces familles, beaucoup nous font confiance et des liens se créent. Mais nous sommes, à chaque rentrée, de plus en plus abandonnés par notre gouvernement et encore plus à l'école maternelle. Celle où tout commence, celle où énormément de choses se jouent. Les journées de grève se multiplient mais notre ministre ne nous



écoute pas, pire, il nous méprise et il ment !

Les élèves en situation de handicap sont de plus en plus nombreux à être accueillis dans nos écoles au nom de la « scolarité pour tous » mais sans guère davantage de moyens humains : on déshabille Pierre pour habiller Paul ; les AVS sont traitées comme des pions que l'on déplace avec un salaire de misère...

Les équipes d'aide aux élèves en difficulté (autrefois RASED) diminuent. Les médecins scolaires sont quasi inexistantes... Nous sommes de plus en plus seuls. Et, pourtant, on nous demande de plus en plus de papiers, de justificatifs, de documents administratifs pour se « couvrir » de tout...

La précarité de nos quartiers grandit et nous le ressentons au sein des

écoles. Le repli communautaire est fréquent. Nous notons aussi la « fuite » des enfants d'enseignants, de ceux qui ont les « moyens » vers les écoles privées, surtout à partir du collège. Ce phénomène est significatif et résulte de la dégradation de l'École Publique... Tout ceci s'inscrit dans la continuité de la politique de casse du service public du gouvernement Macron.

Lorsque les conflits éclatent au sein de l'école, il n'y a plus personne ! Christine a dû appeler à l'aide avant de commettre son acte terrible et elle a dû se retrouver, elle aussi, face à un mur. Ne laissons plus jamais des situations similaires se produire. Ce qu'elle a dénoncé doit devenir le point de départ d'un grand mouvement de contestation du système éducatif actuel. ★

## Rentrée scolaire sous le signe du mal-être, de la colère et de la mobilisation

Le suicide de Christine Renon a eu un écho national, et dans tous les secteurs de l'Education nationale. Chacun s'est reconnu dans le quotidien qu'elle décrit : les « petits riens », la charge mentale, les injonctions hiérarchiques, l'isolement, la perte du sens du métier... C'est pourquoi, les rassemblements lors de la journée d'hommage du 3 octobre étaient si importants et les taux de grévistes très élevés, y compris en dehors de la Seine-Saint-Denis (ex : 45 % de grévistes en Haute-Garonne). Il y a eu aussi de nombreuses actions dans les collèges et lycées. La colère est forte. Elle s'exprime souvent dans ces assemblées, parfois improvisées, contre une institution qui démantèle l'Education nationale et malmène ses personnels. Une pétition intersyndicale, « Plus jamais ça ! », a été signée en quelques jours par plus de 100 000 personnes.

Un mois après la rentrée, malgré les discours lénifiants du ministre (« la rentrée la meilleure » !), le bilan est bien celui d'une rentrée catastrophique. « On ne tiendra pas. Ce n'est pas possible » disent les enseignants. Des écoles aux collèges, lycées et lycées pro, c'est d'abord la même recherche d'économies, qui se traduit par la surcharge des classes : c'est ce

qui a motivé les premières mobilisations, notamment en collège, pour l'ouverture de classes et des moyens supplémentaires pour pouvoir enseigner correctement.

Mais cette situation déjà difficile s'aggrave encore avec la mise en œuvre des réformes.

Avec la réforme du lycée général, c'est l'éclatement du groupe classe. Près de 50 enseignants peuvent ainsi intervenir sur une même classe avec le jeu des Enseignements de spécialité ! Quel suivi individuel de l'élève ? Quel travail d'équipe ? Comment vont pouvoir se passer les conseils de classe ? Au quotidien, les élèves sont « perdus », comme assommés. Pour faire tenir ce qui est intenable, les emplois du temps à trous sont la règle pour les élèves : du lundi 8h au vendredi 18h et aussi parfois le mercredi après-midi, et parfois aussi uniquement 20 minutes pour manger... Se profilent déjà également les premières évaluations qui doivent avoir lieu en janvier et compteront pour le Bac, un stress supplémentaire, ajoutons à cela Parcoursup qui pèse sur les têtes ! Comment peut-on encore parler du plaisir d'apprendre ou d'enseigner ? La machine à trier broie tout.

Evaluations aussi à l'école élémen-

taire, dès le CP, qui stressent les enfants et qui ne seront même pas corrigées par les enseignants de la classe mais renvoyées à un logiciel et une intelligence artificielle qui délivrera en retour ses conseils... sans aucune prise en compte de la réalité des enfants.

En lycée professionnel, où les professeurs d'enseignements généraux doivent assurés des heures dites de « co-intervention » avec leurs collègues des matières professionnelles, la charge de travail augmente car cela ne se fait pas dans le cadre de projets, mais de manière imposée. Les enseignants de ces matières s'interrogent sur le sens de leurs enseignements car ils ont l'impression que leurs matières n'ont plus de légitimité par elles-mêmes, mais uniquement en lien avec la finalité professionnelle. Autre nouveauté de la réforme en lycée pro, chaque élève sera dorénavant jugé, l'année du bac, sur un « chef-d'œuvre » à réaliser... même si on voit mal dans la vente ou les soins à la personne à quoi cela pourrait ressembler... Cerise sur le gâteau, les lycées pros devront maintenant accueillir dans leurs classes, y compris en cours d'année, les apprentis en rupture de contrat. Sachant que ces ruptures touchent près d'un tiers

des apprentis, cela risque de désorganiser complètement les cours. Difficile, dans ces conditions, d'assurer la réussite des élèves. Sans compter que le regroupement des enseignements professionnels par familles de métiers se traduit pour eux par une perte de sens et de repères...

Enfin, autre disposition prévue dans la loi Blanquer, l'inclusion à tout prix des élèves en situation de handicap qui se fait avec la mutualisation des accompagnants. Ainsi, le suivi individuel fait place à du suivi mutualisé ; pour les accompagnants, cela veut dire suivre 3 élèves avec des handicaps différents en même temps, et sur un « même bassin » : dans certains cas, cela veut dire intervenir aussi bien dans le 1er degré qu'en collège ou lycée, dans le même secteur géographique. Elles sont elles aussi souvent déjà épuisées !

La mobilisation exceptionnelle qui a suivi le choix tragique de Christine est le signe d'une colère qui s'amplifie, malgré les tentatives du gouvernement pour essayer de détourner le sujet sur la seule question des directeurs d'école, en essayant au passage de faire passer son projet de mise en place de supérieurs hiérarchiques, projet mis à mal par la mobilisation du printemps dernier. ★

# Non aux grands travaux inutiles et coûteux !

C'est vendredi 4 et samedi 5 octobre que le Collectif « contre le Triangle de Gonesse - non à Europa City » organise une marche qui partira de Gonesse, traversera les communes de La Courneuve, Aubervilliers, Pantin, pour se retrouver, samedi à 14h30 avec tous ceux qui le souhaitent, place de la Bastille pour marcher sur Matignon et dire « Non à Europa City », ce méga complexe de loisirs et de commerces (un parc de loisirs de 150 000 m<sup>2</sup>, incluant une piste de ski et un centre aquatique ; 50 000 m<sup>2</sup> de « surface culturelle » ; 2700 chambres d'hôtel ; 230 000 m<sup>2</sup> de surfaces commerciales ; 20 000 m<sup>2</sup> de restaurants et autant pour les congrès et séminaires), eldorado qui serait desservi par une nouvelle ligne de métro financée par le contribuable. Les travaux ont d'ailleurs commencé pour la construction d'une gare du métro du Grand Paris Express pour desservir le site.

Ce projet immobilier géant aux portes de Paris, qui détruirait 700 ha de terres agricoles particulièrement fertiles, est celui de la famille Mulliez (groupe Auchan, Décathlon, et Leroy-Merlin) à travers sa filiale Ceetrus (ex-Immochan) en alliance avec le groupe chinois Wanda, dont le contrat

d'investissement de 3,1 milliards d'euros a été signé début 2016.

Défendu par le Conseil Départemental du Val-d'Oise comme par la mairie de Gonesse, ce projet agrège contre lui de plus en plus d'opposants. Les arguments du collectif pour le triangle de Gonesse sont en effet difficilement réfutables, sauf bien évidemment à vouloir défendre à tous prix les intérêts des actionnaires d'Auchan, ceux des géants de la construction, et des gros cabinets d'architectes.

Et c'est ce même Ceetrus, en partenariat avec Eiffage et le cabinet d'architectes Valode et Pistre, que l'on retrouve, cette fois-ci en alliance avec la filiale de la SNCF, Gares & Connexions, pour la rénovation de la gare du Nord. Une SEMOP (société d'économie mixte à ouvrage unique) a été créée pour ce projet dont la SNCF détient 34 %. Cette co-entreprise sera chargée de la conduite des travaux et de l'exploitation commerciale pendant 35 à 46 ans.

La transformation pour un coût de 600 millions d'euros vise à faire passer la gare actuelle de 36 000 m<sup>2</sup> à 110 000 m<sup>2</sup> dont Ceetrus, actionnaire à 66 % de la structure, exploitera sur 60 000 m<sup>2</sup> des restaurants (du fast-

food au restaurant très haut de gamme), de nombreux commerces, un centre médical, un atelier de réparation de vélo, des bureaux et des espaces de co-working, une programmation artistique prise en charge par le studio national des arts contemporains, des ateliers d'artistes, une salle de spectacle de 3 000 m<sup>2</sup>, une salle de sport gérée par Ken Sport (dont l'antenne du XVI<sup>e</sup> arrondissement facture 290 euros la journée découverte !)...

Dans le projet, il est prévu que les 700 000 voyageurs qui transitent chaque jour par la gare, dont 500 000 banlieusards, soient obligés de passer par le centre commercial avant de pouvoir rejoindre les quais, ce qui aura pour conséquence de rallonger d'autant leurs trajets journaliers ! La gare offrirait donc aux promoteurs du projet 700 000 consommateurs potentiels captifs.

C'est ce qu'ont dénoncé dans une tribune au *Monde* une vingtaine d'architectes et d'urbanistes qui démontrent que ce projet n'est aucunement fait pour faciliter le transport et la circulation des usagers de la gare du Nord, et comme eux de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer une certaine confusion entre

voyageurs et consommateurs. « *Les gens ne se rendent pas compte de ce que va générer cette chose qui, avec près de 700 000 visiteurs par jour, va devenir le plus grand centre commercial de France.* » Les élus écologistes et communistes ont dénoncé un projet qui « *transforme la gare en centre commercial pour voyageurs en transit* » et en « *machine à cash* ». Il semble que, récemment, la maire de Paris, par opportunisme politique sans doute à l'approche des municipales, ait commencé elle aussi à douter du bien-fondé de cette rénovation. La commission départementale d'aménagement commercial de Paris a rendu, en juin dernier, un avis défavorable à la multiplication par 5 des boutiques et restaurants, ce qui met provisoirement un veto au permis de construire. Cette décision a outré Mme Pecresse, fervente partisane du projet !

Il faut dénoncer les prédateurs qui sont ces géants de l'immobilier commercial qui, avec l'appui de l'Etat et de ses institutions, ne visent que le profit de leurs actionnaires au détriment des intérêts des larges masses. Il faut venir renforcer et travailler à élargir l'opposition à ces grands travaux, inutiles et coûteux. ★

## Accès à l'IVG : toujours des inégalités

Suite à la mobilisation d'organisations féministes, relayée par un certain nombre de députés, la ministre de la santé commandait, en septembre 2018, un rapport aux agences régionales de santé sur « l'accès effectif à l'interruption volontaire de grossesse et sur les difficultés d'accès rencontrées dans les territoires, y compris celles liées aux refus de pratiquer une interruption volontaire de grossesse par certains praticiens. »

Les premières conclusions viennent d'être connues avant la remise d'un rapport au parlement prévu fin janvier 2020.

D'ores et déjà la question de l'inégalité d'accès à l'IVG est pointée comme une réalité pour un certain nombre de territoires, du fait des déserts médicaux auxquels s'ajoute parfois la clause de conscience que font jouer certains praticiens. Des études montrent que plus de 8 % des centres IVG ont disparu en 10 ans. 130 centres ont fermé depuis 15 ans. Chaque fois qu'une maternité de proximité ferme, c'est un centre IVG qui ferme également. Le journal *Le Monde* précise par exemple que dans certains départements (Haute-Marne,

Doubs, Hautes-Pyrénées, Ariège), des fermetures de centres IVG, dues à des restructurations hospitalières et des fermetures de maternités, ont imposé des trajets beaucoup plus longs aux femmes. Autre exemple, cette fois-ci à Paris : l'hôpital Tenon peine à recruter un médecin titulaire pour son centre IVG, qui fonctionne grâce à des vacataires. « Ça devrait être un acte médical comme un autre, mais force est de constater qu'il a toujours une connotation militante », observe Francis Pomey, gynécologue libéral installé dans le nord de la capitale.

Pour « *réduire l'hétérogénéité des situations territoriales* » et « *conforter un accès rapide à l'IVG partout en France* », Agnès Buzyn a annoncé tout récemment que des IVG instrumentales pourront être réalisées dans les centres de santé dès le premier trimestre 2020 et qu'un annuaire exhaustif de l'offre de l'IVG « *actualisé pour prendre en compte la saisonnalité* » sera également mis en place dans chaque région.

Certes, depuis un certain nombre d'années, des avancées ont eu lieu : à côté de l'IVG instrumentale (par aspiration pratiquée à l'hôpital sous anesthésie) existe l'IVG médicamenteuse qui peut être pratiquée en

cabinet médical, en centre de santé, et tout dernièrement par les sages-femmes. Mais le choix entre les deux méthodes doit être laissé à la femme, or ce n'est pas toujours le cas !

*Mediapart* révèle qu'alors que l'IVG est remboursée à 100 % par la sécurité sociale depuis 2013, pour toutes les femmes, des professionnels de santé sans scrupule majoraient leurs tarifs, parfois avec la complicité d'établissements de santé, notamment des cliniques privées.

On se souvient de cette déclaration faite en septembre 2018, sur TMC par Bertrand de Rochambeau, président du Syndicat national des gynécologues-obstétriciens de France (SYNGOF) : « *Nous ne sommes pas là pour retirer des vies. Et que la majorité des médecins soient réticents à le faire, moi, je le comprends très bien.* » Elle avait suscité de très fortes protestations. Mais sans forcément se heurter à un refus, trop de femmes qui ont recours à l'IVG, souvent en situation de détresse, témoignent de propos violents, culpabilisants et infantilisants de la part des gynécologues ou des médecins auxquels elles s'adressent.

Le planning familial pointe pour sa part l'activisme des sites Internet anti-IVG, « toujours très présents ». Une loi votée début 2017, censée sanctionner la « désinformation » en ligne sur l'avortement, s'avère en pratique inefficace. D'autre part, la diminution des subventions aux organisations qui militent sur ce front, comme le Planning familial par exemple, est un autre aspect de la diminution de moyens qui entrave l'accès à l'information et aux moyens de contraceptions comme à l'IVG.

Il reste que ce droit à l'avortement obtenu de haute lutte doit sans cesse être défendu et élargi car il est menacé, comme on le voit, non dans la loi mais en pratique par différents biais liés en particulier à la dégradation du service de santé publique. Et ce sont les femmes des milieux populaires, les plus fragiles, les moins armées culturellement comme économiquement, qui sont les premières victimes de cette inégalité d'accès à l'IVG. C'est ce que les manifestations pour la défense du droit à l'avortement du samedi 28 septembre ont notamment rappelé, dans plusieurs pays dans le monde, comme à Paris. ★

## Au Burkina, comme dans l'ensemble du continent

# L'impérialisme chinois affirme ses ambitions africaines

En 1994, sous l'impulsion de Blaise Compaoré, séduit par les chèques de sa diplomatie, le Burkina Faso s'était rapproché de Taïwan. En mai 2018, pressés par les nouveaux businessmen affranchis du clan Compaoré, le nouveau gouvernement burkinabè a rétabli les relations diplomatiques avec la République populaire de Chine. En septembre de la même année, le 7<sup>e</sup> sommet du « Forum sur la coopération sino-africaine » a ainsi pu réunir à Pékin la quasi-totalité des chefs d'Etat africains.

La Chine, qui compte sur le marché lié à l'évolution démographique du continent, est devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique. Elle finance abondamment de grands projets réalisés par des entreprises chinoises. Sa stratégie se concentre pour l'instant sur les ressources naturelles et les infrastructures, avec très peu d'investissements dans l'industrie manufacturière et très peu d'emplois locaux créés. Comme l'illustre le discours de son ambassadeur à Ouagadougou, le 1<sup>er</sup> octobre, à l'occasion du 70<sup>e</sup> anniversaire de la République populaire, elle met en avant le multilatéralisme et l'intérêt

réci-proque : « *La Chine défend fermement le principe de ne jamais imposer aucune condition préalable à la coopération avec l'Afrique et ne cherche nullement à se construire un pré carré en Afrique pour ses intérêts égoïstes.* » Elle peut ainsi profiter du rejet qu'inspire la politique néocoloniale traditionnelle, notamment dans le périmètre de la « Françafrique ».

Les Bouygues, Total, Bolloré, Veolia, Castel, les banques françaises et les grands groupes à participation publique, comme Aéroports de Paris ou Aéroport de Marseille, sont toujours aussi présents et gourmands, mais de nouveaux venus leur disputent la place. C'est le cas, par exemple, d'Huawei, géant chinois des télécommunications, qui a obtenu en 2016 un contrat de 5 400 km d'installation de fibre optique au Burkina. Depuis, il a truffé Ouagadougou de caméras de surveillance (pour 82 millions de dollars), non sans remous lorsque l'une d'entre elles a été installée en face du ministère des Affaires étrangères burkinabè et... de l'Ambassade de France qui n'a pas vraiment apprécié !

La Chine exporte ses capitaux en Afrique, conquiert des marchés,

lorgne des terres et des matières premières... Avec ses propres méthodes et une histoire différente, elle s'y comporte donc typiquement comme une puissance impérialiste. Contrairement à l'impérialisme français, elle n'intervient pas militairement en Afrique, mais impliquée dans la « lutte contre le terrorisme », elle soutient diplomatiquement et financièrement la Mission de l'ONU au Mali dont elle est le deuxième contributeur, ainsi que le G5 Sahel auquel elle a versé près de 38,5 millions d'euros en 2019. Un certain nombre de réalisations se font sous forme de « dons » : c'est le cas par exemple des 91 millions d'euros que la Chine a promis pour la construction de l'hôpital de Bobo Dioulasso dans le site classé de la forêt de Kua. Mais la plus grande partie de ses réalisations est financée par des prêts commerciaux à rembourser avec des échéanciers relativement courts.

Le FMI et la Banque mondiale, promoteurs des sinistres programmes d'ajustement structurel, agitent le spectre d'un retour au surendettement. L'impérialisme français, bousculé dans une zone où il a été jusqu'à présent l'impérialisme dominant, et

l'impérialisme américain, contrarié dans ses propres ambitions, crient au scandale. Ainsi en va-t-il de cette surprenante indignation du conseiller à la Sécurité nationale du président Trump qui dénonce des « pratiques de prédateur » qui « recourt à des pots-de-vin, à des accords opaques et à l'utilisation stratégique de la dette pour tenir les Etats d'Afrique captifs de ses souhaits et de ses demandes » ! (1) Ils sont d'autant plus inquiets que la Chine, à l'image de ce qu'a toujours fait l'impérialisme français, sait jouer de son influence économique pour gagner à sa cause le vote des pays africains dans les instances internationales.

Affaibli face à ce nouveau concurrent, en perte de vitesse dans ses zones d'influence traditionnelles, l'impérialisme français n'en est pas moins dangereux. Nous sommes déterminés à continuer à le combattre aux côtés des peuples africains qui veulent se dégager de sa domination économique et monétaire, politique et militaire, qui aspirent à une libération du joug impérialiste et au progrès social. ★

1- Cf. John Bolton sur le site [www.whitehouse.gov](http://www.whitehouse.gov)

## Hong Kong

# Les partisans du capitalisme néolibéral contre ceux qui l'ont promu

Depuis début juin, les manifestations se succèdent dans « la région administrative spéciale de Hong Kong ». Elles ont regroupé jusqu'à 2 millions de personnes, sur une population de 7,6 millions, et tournent aujourd'hui à des affrontements très violents entre manifestants, essentiellement jeunes, et la police qui ont fait des centaines de blessés, y compris par balle, et des centaines de personnes arrêtées.

Cette mobilisation s'est développée contre le projet de loi que le gouvernement hongkongais a voulu faire passer au parlement, projet qui voulait faciliter l'extradition des personnes arrêtées sur le territoire vers des pays tiers, dont la Chine. Cette loi a été immédiatement perçue par une grande partie de la population comme une concession dangereuse faite par le gouvernement de Carrie Lam aux dirigeants de la République Populaire de Chine (RPC), faisant peser la menace de leur livrer des opposants politiques.

Les manifestations relativement pacifiques ont obligé le gouvernement à annoncer « la mort » de cette loi, le 8 juillet. Mais ce recul n'a pas stoppé les manifestations qui sont devenues de plus en plus violentes, de plus en plus « antichinoises », s'en prenant aux symboles de la RPC, à des per-

sonnes soupçonnées d'être des espions chinois

Cinq exigences sont mises aujourd'hui en avant par des porte-parole qui cherchent non seulement à médiatiser ce mouvement, mais aussi à l'internationaliser, en s'adressant aux gouvernements, aux médias des pays occidentaux, avec un certain succès. Les revendications tournent autour de l'abandon définitif de la loi seulement « suspendue », de l'abandon des poursuites contre les manifestants arrêtés, de la mise en place d'une commission d'enquête indépendante sur les violences policières, de la démission de C. Lam et sur la mise en place d'élections au suffrage universel, synonymes pour beaucoup de Hongkongais de démocratie.

Parmi les forces et les courants qui participent à ces mobilisations, certaines mettent en avant la revendication de l'autodétermination du territoire, une revendication équivalant à l'indépendance qui, non seulement ne peut être acceptée par la Chine, mais qui est en contradiction avec les termes de l'accord signé par l'ancienne puissance coloniale britannique (1) et le régime chinois, sur la rétrocession de Hong Kong (HK) à la Chine en 1997. Cet accord stipule notamment que Hong Kong conserverait sa monnaie, son système écono-

mique, politique, institutionnel et juridique jusqu'en 2047, date à laquelle elle intégrerait la RPC.

Cet accord a été justifié et synthétisé par Deng Xiaoping, en 1997, dans la formule « d'un seul pays, deux systèmes », qui signifie que, pour les autorités chinoises, HK reste jusqu'en 2047, une place financière et commerciale régie par les règles du système capitaliste et totalement intégrée dans ce système, avec une certaine autonomie vis-à-vis du pouvoir en place à Pékin, sauf en matière de défense et de diplomatie, étant partie intégrante de la Chine, tout comme Taïwan ou Macao, qui a le même statut que Hong Kong.

HK est effectivement le troisième centre financier mondial, son économie est saluée comme étant la plus « libérale » au monde, avec des taux nuls d'imposition pour les entreprises qui exercent hors de HK. Le niveau de vie, mesuré en pourcentage du PIB, est parmi le plus élevé au monde. Des dizaines de milliers de ressortissants (2) de dizaines de pays sont employés par les monopoles du monde entier, y compris les monopoles chinois qui servent de cette plate-forme du capitalisme international pour lever des fonds, investir, commercer, y compris avec les monopoles US.

Si la richesse s'affiche et que le « mode de vie » d'une partie de la population n'a rien à envier à celui des grandes puissances capitalistes impérialistes, 20 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, dans des « logements cages » et 98 % de la nourriture consommée est importée.

Le développement et la richesse de HK sont basés sur le rôle de comptoir financier et commercial international. La Chine ne peut s'en passer, car c'est la porte d'entrée et de sortie d'une grande partie des capitaux, des marchandises, et elle n'a pas encore de solution de substitution.

Il est clair que ceux qui, à HK, bénéficient de cette situation ne veulent pas que les autorités chinoises renforcent leur contrôle et accélèrent l'intégration de HK dans leur système. Mais il ne faut pas perdre de vue que ce « monstre » a été créé par ces mêmes autorités chinoises, qui mènent une politique capitaliste impérialiste, sous la bannière frauduleuse du « socialisme à la chinoise ». ★

1- HK a été une colonie du Royaume-Uni de 1842 à 1997.

2- Ils sont britanniques, canadiens, étasuniens, japonais, français, chinois

Afghanistan / Irak

# Les deux guerres perdues de l'impérialisme US et de ses alliés

Trump avait l'intention d'organiser une grande réunion à Camp David, autour du 11 septembre, pour annoncer la ratification d'un « accord de paix » avec les représentants des Talibans et le président afghan, Ghani. Il pensait pouvoir dire que les soldats US allaient quitter prochainement ce pays, après 18 années de guerre et se vanter d'avoir ainsi respecté une de ses promesses de campagne, faite en 2016, de « ramener les boys à la maison ». C'était sans compter les rancœurs du président afghan Ghani et de ses alliés, tenus à l'écart des neuf rounds de négociations entre émissaires US et émissaires des Talibans, à Doha, au Qatar. C'était sans compter également sur l'opposition d'une partie des hauts gradés du Pentagone à un retrait total des forces US. C'était oublier qu'un grand nombre de responsables du parti républicain n'acceptaient pas cette mise en scène de ce qu'ils considèrent comme une capitulation, le jour même de l'anniversaire des attentats du 11 septembre 2001.

Ce sont en effet ces attentats qui ont servi de justification à la guerre contre l'Afghanistan, puis contre l'Irak. Guerre qui, dans un premier temps, avait chassé les Talibans du

pouvoir à Kaboul, mais qui, malgré la force de la coalition militaire internationale, l'implication officielle de l'Otan, les milliers de bombes, les milliers de victimes, n'était pas parvenue à stabiliser la situation. L'impérialisme US et ses alliés se sont enfoncés dans le « bourbier afghan » et ne sont jamais parvenus à vaincre militairement ni les Talibans ni à briser la résistance du peuple afghan. Bush, puis Obama, ont essayé de se désengager, en mettant en place un pouvoir politique local, qui devait en principe assurer à terme la « sécurité » et la stabilité du pays, ce qui n'a jamais été possible. Les quelque 780 milliards de \$ consacrés à l'entraînement et l'équipement d'une armée au service du gouvernement afghan ne sont pas parvenus à réaliser ces objectifs et ont alimenté un système de corruption généralisé qui mine le peu d'autorité dont jouit le gouvernement afghan. Les dernières élections présidentielles de septembre ont mobilisé moins de 30 % de l'électorat et les Talibans n'ont cessé de traiter ce gouvernement de « marionnette » des USA, un sentiment largement partagé par la population.

Les dirigeants étasuniens sont depuis longtemps arrivés à la conclusion qu'il n'y avait pas de « solution »

militaire, autrement dit qu'ils ne parviendraient jamais à imposer la présence étasunienne au peuple afghan, qui a toujours montré que, face à un envahisseur, il surmontait ses oppositions internes, les rivalités entre les clans et les tribus, pour combattre et chasser ceux qui pensaient pouvoir occuper leur pays. L'ex-URSS a dû retirer ses troupes d'Afghanistan en 1988, combattues à l'époque par différents groupes armés soutenus par les USA, dont un certain Ben Laden ! Cette guerre, comme celle contre l'Irak (2003-2011), menée au nom de la « guerre sans fin contre le terrorisme », se solde donc par un échec, mais les dirigeants US, Trump en tête, veulent sauver les apparences. C'est pourquoi, ils s'accrochent à l'idée que les Talibans vont faire en sorte que l'EI ne puisse pas s'enraciner en Afghanistan. Ces derniers promettent à qui veut l'entendre, qu'ils sont pour le retrait de toutes les forces « étrangères » et qu'ils « combattent le terrorisme ». Les généraux US, qui ne sont pas « convaincus », veulent maintenir une force militaire, comme ils l'ont fait en Irak, avec l'implantation officielle de plusieurs bases près de la frontière syrienne pour « combattre » l'EI en Irak et surtout en Syrie. C'est

un obstacle à la conclusion d'un « accord » que Trump pensait être à portée de main.

Cette perspective butte aussi pour le moment sur la volonté du président actuel Ghani et de toutes les composantes afghanes, de faire partie des négociations. Son prédécesseur, Karzaï, s'est empressé de soutenir les négociations directes avec les Talibans et Ghani a laissé entendre qu'il n'était pas opposé à un « retour » des Talibans (qu'il est de toute façon incapable d'empêcher), mais qu'il voulait avoir son mot à dire. Autrement dit, chacun doit y trouver ses intérêts.

L'inquiétude est grande dans les milieux de la société afghane qui ne veulent pas d'un « retour en arrière », notamment en matière d'éducation des filles, des libertés individuelles, de la liberté d'expression que les Talibans avaient fortement et violemment réduites, quand ils étaient au pouvoir. De plus, ils craignent la politique de représailles qui risque aussi de s'instaurer contre celles et ceux que les Talibans considèrent comme des « traîtres » parce qu'ils auraient soutenu l'intervention militaire de l'impérialisme US et de ses alliés. Ce n'est pas le cas de tous, mais tous et toutes sont menacés. ★

## Démonstration de force du régime iranien

Le 14 septembre, une attaque d'une ampleur sans précédent a eu lieu contre les installations pétrolières saoudiennes. Revendiquée par les rebelles houthis du Yémen, elle a immédiatement fait chuter la production du premier producteur mondial de moitié, entraînant une chute de 5 % au niveau mondial et une augmentation immédiate de 10 % du cours du baril. Elle a également fait monter la tension dans toute cette région où se concentrent des forces militaires de tous les Etats impérialistes, sans parler de celles des monarchies du Golfe qui figurent parmi les plus gros acheteurs d'armes au monde. Elles constituent d'ailleurs, avec l'Inde, les meilleurs clients des marchands de canons français.

Si des responsables saoudiens, étasuniens, israéliens, français ont accusé l'Iran d'avoir envoyé les drones et les missiles, le ton est resté « mesuré », à l'exception de la surenchère guerrière israélienne qui ne manque aucune occasion pour pousser à la guerre contre l'Iran. Mais venant de Netanyahu, en difficulté en Israël même, ces diatribes ont un effet limité (1).

Les USA ont annoncé l'envoi d'une batterie de missiles anti-missiles Patriot, mais Trump a préféré que son ministre, Pompeo, porte en premier l'accusation contre l'Iran, se réservant pour lui-même, le « temps de l'analyse », « pour déterminer avec certitude qui l'a fait », ajoutant « je ne veux de guerre avec personne ». La hausse du prix du baril sur le marché mondial fait les affaires des compagnies pétrolières US, notamment celles qui extraient le pétrole de schiste, d'autant que les USA sont redevenus le premier producteur mondial et, de ce fait, sont moins dépendants de leur allié saoudien. De plus, une intervention militaire US est conditionnée par le « feu vert » du Congrès, ce qui, dans le contexte explosif actuel, avec la procédure de révocation mise en route et les divisions du camp Républicain, est loin d'être acquis. A quoi il faut ajouter le fait que Trump ne veut pas engager de guerre impliquant des soldats US alors qu'il a construit sa campagne électorale sur le refus d'engagements systématiques pour aider les alliés. En réalité, Trump ne voulait pas prendre d'engagement, alors que les

dirigeants saoudiens évitaient d'accuser l'Iran. Elles l'ont fait quatre jours après l'attaque, en affirmant qu'elle avait « indéniablement été parrainée » par l'Iran. Même accusation portée par Merkel, Johnson et Macron, en marge du sommet de l'Onu, ce dernier insistant auprès des dirigeants iraniens présents pour qu'ils s'engagent dans une « désescalade » et qu'ils reviennent sur leur décision de « suspendre certains engagements » de l'accord sur le nucléaire, déchiré par Trump. Finalement, la rencontre Trump / Rohani, tant espérée par Macron, n'a pas eu lieu.

En réalité, la « retenue » des uns et des autres s'explique avant tout par les inquiétudes que cette attaque a provoquées quant aux capacités militaires de l'Iran et aux faiblesses mises à jour des dispositifs militaires, notamment celui de l'Arabie saoudite. Les experts US ont eux-mêmes été « pris de court » et surpris par la précision et l'efficacité de ces attaques.

De plus, l'enlisement de la sale guerre menée par l'Arabie saoudite au Yémen a déjà provoqué des dissensions au

sein de la coalition qu'elle dirige, notamment avec les Emirats Arabes Unis (Abou Dhabi), qui ont repris langue avec Téhéran ! Et les menaces brandies par l'Iran contre les Etats du Golfe font également réfléchir ces mini-Etats, certes très militarisés, mais très dépendants du pétrole.

Les dirigeants iraniens ont décidé d'exercer « une pression maximum » pour obliger les USA à réduire la politique de sanctions économiques, véritable arme de guerre massive qui touchent des millions d'Iraniens. Ils ont indéniablement marqué des points.

La politique de guerre que mène Israël contre l'Iran et ses alliés dans la région ne dépend pas des changements politiques internes, mais est une stratégie qui fait un large consensus au sein des forces qui peuvent se diviser par ailleurs. Pour preuve, la multiplication depuis août des attaques contre le Hezbollah libanais, avec un usage intensif de drones. Il en va de même pour les bombardements systématiques des installations militaires attribuées à l'Iran, en Syrie. ★

## Palestine

## La solidarité avec le peuple palestinien, une nécessité vitale

Après les élections législatives de septembre, la situation politique reste très instable en Israël. Netanyahu a beau avoir été nommé par le président pour former un gouvernement, il ne semble pas en mesure d'y parvenir, d'autant qu'ont commencé les audiences dans l'affaire de corruption qui le concerne. Cette tâche pourrait alors être confiée à son adversaire, Benny Gantz, du parti soi-disant centriste, mais droitier, Bleu-Blanc, qui devra nécessairement chercher un accord avec l'extrême droite malgré le soutien que lui a apporté trois composantes sur quatre de la liste arabe unie à la surprise générale. Ce soutien à un ancien chef de Tshal ayant participé activement à toutes les guerres d'occupation d'Israël en Cisjordanie et à Gaza, est d'ailleurs vécu comme une trahison par de nombreux Palestiniens qui s'étaient mobilisés pour la première fois depuis longtemps pour voter à ces élections et qui ne retourneront certainement pas voter si de nouvelles élections devaient être organisées. Quoi qu'il en soit, les Palestiniens ne peuvent pas attendre grand-chose du prochain gouvernement. L'occupation et l'oppression continuent et ne sont pas remises en cause par Gantz.

## Equateur

## Mobilisation contre les attaques du gouvernement Moreno

Depuis le début d'octobre, un puissant mouvement de lutte embrase l'Equateur. A l'origine, l'annonce par le gouvernement de droite d'une série de mesures anti-ouvrières et antipopulaires. Suppression des aides aux carburants, qui se répercute immédiatement par une hausse importante du transport urbain ; diverses diminutions de taxes et d'impôts des entreprises sur les importations, une journée de travail gratuite imposée aux travailleurs des entreprises publiques, une nouvelle réforme du droit du travail qui précarise davantage les emplois, baisse de 20 % des salaires des contrats précaires dans le secteur public, réduction à 15 jours du nombre de jours de congés au lieu de 30, dans le public et le privé. La seule « contrepartie » à ces mesures qui frappent durement les secteurs ouvriers et populaires : une augmentation mensuelle de 15 \$ de la « prime de pauvreté » étendue à 300 000 personnes supplémentaires. La riposte sociale à ce train de mesures a été immédiate. Les syndicats des routiers ont annoncé une grève nationale pour le 3 octobre.

## La situation à Gaza

A Gaza, la population survit et résiste malgré l'isolement et le sentiment d'abandon par la communauté internationale, comme en a témoigné Ibrahim Khashan, du comité des droits de l'homme de Gaza, (qui permet au Comité Palestine 33 de rédiger « INFO GAZA »), et sa fille Salam, jeune médecin de 29 ans, lors d'une conférence organisée par la ville de St-Pierre-d'Aurillac dans le sud de la Gironde, ville jumelée avec le camp de réfugiés de Al Quarara dans la bande de Gaza. Ils ont raconté les tunnels vers l'Egypte empruntés par 350 personnes par jour pour un voyage de 2 jours semé d'embûches pour rejoindre le Caire. Ils ont décrit le « no man's land » de 1 km à la frontière Est où les cultures sont interdites car elles gêneraient les snipers et où quiconque s'aventure, homme, femme ou enfant, peut être abattu ou estropié à vie si il survit, comme pendant les marches du retour au printemps dernier. En plus du blocus qui prive les Gazouïs de tout, carburant, médicaments, ou tout ce que les 800 usines fermées depuis le début du blocus ne peuvent plus fabriquer ; les quelques pêcheurs restants confinés à une bande de 6 km au large, qui, à chaque sortie, risquent de se faire couler par la

marine israélienne et qui ne suffisent plus à nourrir la population. Par tous ces moyens de répression, en rationnant l'électricité, y compris pour les hôpitaux, en coupant des fonds de soutien aux réfugiés ou qui permettraient de réparer la station d'épuration, en maintenant la population dans un état de détresse sanitaire et avec un taux de pauvreté de 70 %, Israël cherche à provoquer l'exode des jeunes de Gaza, 37 000 étant déjà partis en l'espace de trois ans.

## La situation des prisonniers palestiniens se dégrade

Lors de son intervention sur le stand de l'AFPS à la fête de l'Humanité, Salah Amouri, ancien détenu administratif, qui a passé près de dix ans en prison, plaçait au cœur de la politique d'Israël, l'emprisonnement, pour briser la volonté du peuple palestinien, y compris celui des enfants, et le traitement infligé aux prisonniers et prisonnières. Nombreux sont les prisonniers malades dont l'état se dégrade du fait des privations et de la torture et que l'administration pénitentiaire laisse sans traitement et pour certains mourir à petit feu. Mais les prisonniers conti-

nent de lutter. Le 26 septembre, plusieurs dizaines d'entre eux mettaient fin à une grève de la faim de 120 jours après que les autorités pénitentiaires israéliennes ont accédé à leurs revendications.

Nous nous devons de maintenir la solidarité avec le peuple palestinien en expliquant sa situation, car comme le dit Ibrahim, ils se sentent abandonnés par la communauté internationale. Et il ne compte pas non plus sur l'Etat français et son gouvernement parce que « Macron est un suiveur de Trump ». C'est donc à nous, ici, de faire pression sur notre gouvernement en dénonçant sa complicité pour qu'il cesse sa coopération avec un Etat criminel avec des instruments comme la campagne pour la libération de tous les enfants palestiniens prisonniers en Israël. Et ces campagnes, Israël en a peur, en témoigne la mise à sac de locaux à Ramallah d'ADDAMEER, l'association de défense des prisonniers, qui y participe activement. Il faut donc l'amplifier, lui donner un ancrage populaire toujours plus large pour obtenir la libération immédiate des enfants palestiniens emprisonnés, un premier pas qui s'inscrit dans le combat pour qu'un jour, le peuple palestinien retrouve le droit de vivre libre sur sa terre. ★

Cette annonce a poussé la lutte populaire à un niveau supérieur ; jeunes, peuples indigènes, travailleurs, femmes, habitants des quartiers populaires, commerçants et paysans sont sortis dans les rues. La répression a été immédiate et violente : 300 arrestations dès le premier jour, des blessés et instauration de l'état d'exception. L'armée est entrée en scène aux côtés de la police.

Mais cela n'a pas freiné la mobilisation des peuples indigènes, des jeunes, qui demandent l'annulation du décret sur les carburants, celle de la réforme du droit du travail, refusent les hausses des prix du transport et exigent la levée de l'état d'exception et la libération des manifestants arrêtés.

Le mouvement populaire organisé agit actuellement de façon unitaire. Le « Collectif Unitaire National des Travailleurs, Indigènes, Organisations Sociales et Populaires » a été reconstitué. Il s'était constitué et avait dirigé les luttes contre le Gouvernement de Rafael Correa. Il regroupe les principales centrales syndicales, l'organisation des peuples

indigènes, la Conaie et ses instances régionales, les organisations d'enseignants, d'étudiants, de paysans, le Front Populaire, en plus de la centrale syndicale UGTE.

L'évolution des événements a posé la nécessité de fixer immédiatement la date de la grève générale. Le Collectif Unitaire a fixé la date du mercredi 9 octobre.

Notre parti frère, le PCMLE, l'Unité Populaire, les syndicats ouvriers et étudiants sont dans toutes les mobilisations et préparent activement le 9, avec des manifestations, des meetings, des concerts de casseroles. Le parti et l'Unité Populaire brandissent un programme anticrise, avec des mesures telles que la renégociation des contrats pétroliers, l'instauration d'un impôt de 1 % sur les grandes entreprises, la renégociation des contrats avec les compagnies téléphoniques privées, le recouvrement des dettes des grandes entreprises vis-à-vis du fisc, la récupération de l'argent volé par la corruption. Comme le dit le secrétariat du CC dans l'information qu'ils ont transmise aux partis frères, « il y a un nouvel état d'esprit parmi les masses



des travailleurs et du peuple. Il s'est produit un déclin : les gens qui avaient peur de se battre dans la rue du fait de la répression du régime de Correa, ont retrouvé la confiance dans leur propre organisation et leur lutte. Nous sommes heureux de ce changement de l'état d'esprit des masses et nous sommes au premier rang de la lutte, assumant notre responsabilité politique ». ★

# Vive la lutte de peuples d'Afrique contre l'impérialisme français !

*A part une élite de plus en plus réduite qui en tire profit, rares sont ceux qui, dans les populations africaines, croient encore au miracle du développement sous houlette impérialiste. La contestation du franc CFA est de plus en plus forte et les exigences de retrait de l'armée française de plus en plus nombreuses. Partout se développe la contestation des régimes néocoloniaux et la mise en accusation de l'impérialisme français. Faire connaître ces luttes et les positions des forces révolutionnaires, anti-impérialistes et progressistes qui combattent l'impérialisme français participe au travail de solidarité active que nous devons leur apporter. C'est un élément de notre propre combat pour une rupture révolutionnaire avec le système capitaliste impérialiste.*

## Côte d'Ivoire : succès des journées anti-impérialistes



Du 27 juillet au 3 août 2019, le Parti Communiste Révolutionnaire de Côte d'Ivoire (PCRCI) a organisé la première édition des journées anti-impérialistes en Côte d'Ivoire. Les thèmes proposés étaient : les accords franco-ivoiriens, les accords militaires, l'accord sur le FCFA, la domination économique, politique et culturelle ; la nécessité de la rupture avec le système néocolonial, condition de l'émancipation du pays. Plus d'une trentaine d'organisations en ont débattu pendant 7 jours : « Dans le combat que nous menons contre l'impérialisme international en particulier français en Côte d'Ivoire, nous notons que diverses forces politiques, révolutionnaires, socio-démocrates, panafricanistes, des syndicats des travailleurs et paysans, des associations de la société civile, des organisations de la jeunesse, en dehors du parti communiste et de ses leviers, sont de plus en plus impliquées, engagées chacun à sa façon, avec ses forces, dans cette lutte. La crise de 2002 à 2011 a créé un sentiment anti-impérialiste révolutionnaire pour certains, un sentiment antifrançais pour d'autres. Ce sont autant de manifestations du patriotisme qui nécessitent clarification, précisions, débats pour extirper le chauvinisme et s'engager sur la voie révolutionnaire. Il nous est donc apparu nécessaire de faire la propagande pour l'unité d'actions de ces forces, de proposer et mettre en œuvre la mise en place d'un vaste mouvement anti-impérialiste, un cadre de réflexion, d'orientation, d'actions, d'évaluation des luttes anti-impérialistes en Côte d'Ivoire. Il nous est apparu également nécessaire de faire partager dans le futur ce pro-

jet aux mouvements anti-impérialistes des pays de la sous-région. Au Burkina Faso, où il y a une journée anti-impérialiste chaque année, au Bénin également, au Ghana aussi, etc. » (Interview du PCRCI pour notre débat à la Fête de l'Humanité).

## Burkina : aspirations à un changement révolutionnaire

Alors que l'armée française multiplie ses interventions aux côtés des forces de défense burkinabè, les attaques terroristes sont de plus en plus nombreuses. Installations militaires, bâtiments publics, écoles, population civile sont frappés indifféremment. « Cette dégradation de la situation sécuritaire et l'approfondissement de la crise sociale, politique, économique et militaire qui frappent notre pays traduisent la faillite de la politique néocoloniale, toutes tendances confondues, et de l'impérialisme français principalement » souligne le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque (PCR). Dans ce contexte, les appels du Gouvernement à « l'union sacrée pour faire face aux menaces de chaos et de guerre civile réactionnaire » n'ont pas fait taire les luttes. L'esprit de l'insurrection d'octobre 2014, qui a chassé Blaise Compaoré, celui de la résistance populaire qui a fait échec au putsch 2015, ne s'est pas éteint. **La journée nationale de mobilisation du 16 septembre** en a été une preuve récente. A Ouagadougou, les manifestants sont passés outre l'interdiction de défilé. Ils ne se sont pas laissés intimider, malgré la violente représen-



sion. Un nouveau rendez de lutte est donné pour la 4<sup>e</sup> édition des journées anti-impérialistes de Ouagadougou, les 11 et 12 octobre 2019, avec une nouvelle marche-meeting le samedi 12. Coorganisées cette année par l'ODJ (Organisation Démocratique de la Jeunesse), l'UGEB (Syndicat étudiant), la CGT-B, le MBDHP, la Coordination contre la vie chère, Kebayna et d'autres organisa-

tions démocratiques et populaires, elles seront une occasion de dénoncer les accords de coopération économiques et militaires qui assujettissent le Burkina et d'exiger le départ des bases et des forces militaires étrangères, notamment américaines et françaises. L'assassinat par des escadrons de la mort de deux camarades de l'ODJ, le 31 mai dernier, est dénoncé par le PCRV comme « le début de la mise en place d'un plan sordide et criminel contre le mouvement démocratique et révolutionnaire en vue de briser la révolution en marche ». Ce qui n'a pas empêché et n'empêchera pas le peuple burkinabè et sa jeunesse « d'exprimer dans les luttes leurs aspirations au changement révolutionnaire ». Il est de notre responsabilité de les soutenir.

## Bénin : la répression ne fera pas taire les exigences populaires



En mai dernier, à l'occasion du 59<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Dahomey devenu Bénin, le Parti communiste du Bénin (PCB) a rappelé que l'impérialisme français avait depuis continué « de dominer économiquement, culturellement et politiquement » son ancienne colonie, tout en permettant aux dirigeants comme Talon, « chef d'Etat, mais toujours homme d'affaires » d'y trouver son propre compte. Parmi les monopoles étrangers auxquels sont confiés tous les projets « phares » du nouveau président, le PCB cite « Safran, Total, Hôpitaux de Paris, Aéroports de Paris... ». Des « lois scélérates » sont votées contre les libertés démocratiques et les prisons se remplissent à nouveau de détenus politiques. Mais cela n'a pas empêché les grèves, notamment celles des enseignants de 2017 et 2018, ni les soulèvements populaires comme ceux des 1<sup>er</sup> et 2 mai à Cotonou et les 14 et 19 juin à Tchaourou et Savè, violemment réprimés. C'est la voie à suivre indique le PCB qui s'élève en faux

contre ceux qui en appellent à une « ingérence humanitaire » : « tout problème interne au Bénin, qu'il soit d'ordre politique, sécuritaire ou autre, ne peut être résolu que par le peuple béninois lui-même, certes avec le soutien des peuples du monde, mais sans intervention militaire étrangère ».

## Mali : des mobilisations régulières pour dénoncer les massacres et réclamer le départ des troupes d'occupation



Il y a quelques jours, une nouvelle attaque djihadiste a eu lieu dans deux localités au centre du Mali. 25 morts, 4 blessés et une soixantaine de disparus parmi les militaires maliens d'une unité de la force conjointe du G5. 15 tués du côté des terroristes. L'armée malienne a essuyé de lourdes pertes en matériel récupéré par les terroristes... Le 3 octobre, les familles de soldats sont sorties dans la rue pour demander des comptes (« Où étaient les officiers ? ») et dire leur colère face à un Etat en décomposition, incapable d'assurer le contrôle de son territoire et, encore moins, la sécurité de sa population victime des massacres et des déplacements forcés. C'est pourquoi, régulièrement, des milliers de personnes, parfois des dizaines de milliers, manifestent pour dire non aux divisions (« Halte à l'amalgame », « Peuls et Dogons sont victimes »), crier leurs exigences (« Désarmez les milices », « Sécurisez les civils »), dénoncer le pouvoir d'Ibrahim Boubacar Keïta et la complicité de la France (« IBK dégage », « La France complice »). Notre soutien, c'est d'exiger, avec le peuple malien et tous les peuples de la région, le retrait d'une armée d'occupation qui protège des intérêts qui ne sont pas ceux des peuples, attise les divisions, soutient des régimes néocoloniaux criminels et qui, loin d'aider à l'éradication du terrorisme, nourrit le terrain sur lequel il se développe ! ★

# Chirac « ami de l'Afrique » ? Mais pas des peuples africains !

Parmi les dizaines de personnalités étrangères venues rendre hommage à Jacques Chirac figurent des dirigeants africains particulièrement peu fréquentables, tels les Denis Sassou N'Guesso du Congo, les Faure Essozimna Gnassingbe du Togo ou les Ismaïl Omar Guelleh de Djibouti.

S'ils l'avaient pu, seraient aussi certainement venus verser leur larme, les Paul Biya, Idriss Déby et feux les Omar Bongo, Eyadema, Félix Houphouët-Boigny, Mobutu, Hassan II, Hosni Moubarak...

Tous les dictateurs sanguinaires du cercle le plus sombre de la Françafrique furent, en effet, ses « amis » et ses « frères », avec qui furent échangées tant d'accolades, tant de services : appuis politiques, militaires, diplomatiques, juridiques... dans un sens ; valises de billets pour financer les campagnes électorales dans l'autre ! Son maître en « Françafrique » a été le plus compétent qu'on puisse imaginer : Foccart en personne, qu'il ramena à Matignon en 1986 et à l'Élysée en 1995 ; le « Monsieur Afrique » du Général de Gaulle, celui qui sélectionnait les dirigeants des États néocoloniaux, qui orchestrait l'élimination des opposants, arrangeait les accords de coopération les plus contraignants et les plus injustes pour les nouveaux États indépendants que l'impérialisme français voulait garder dans son giron. Un des piliers de son gouvernement fut également le sinistre Charles Pasqua, l'homme des réseaux secrets, des coups tordus, des trafics en tous genres et de la diplomatie parallèle ; celui qui fit livrer des armes à Denis Sassou N'Guesso pour défendre les intérêts d'Elf alors que la France soutenait officiellement le président en poste Pascal Lissouba, et qui, dans les périodes de « cohabitation » faisait office de ministre bis des Affaires étrangères en recevant dans ses bureaux du ministère de l'Intérieur les chefs d'État invités par Mitterrand... On pourrait aussi citer, parmi ses parrains gaullistes dont il ne s'est jamais démarqué, le sinistre Messmer, « pacificateur » du Cameroun.

Sa première visite en Afrique subsaharienne, il la fit au Tchad en 1976, en tant que ministre de Valérie Giscard d'Estaing qui avait lancé le slogan « l'Afrique aux Africains », message adressé aux autres puissances qui regardaient vers le pré carré français et qui étaient priées de laisser la « France-Afrique » aux « Françafricains ».

C'est en tant que maire de Paris et dans le cadre de l'Association inter-

nationale des maires de France (AIMF), qu'il va, à partir de la fin des années 70, multiplier ses déplacements en Afrique et tisser ses liens personnels avec le gotha néocolonial. En 1981, quand il se présente contre Giscard et Mitterrand, il active les réseaux Foccart pour faire financer sa campagne.

Au début des années 1990, pour donner le change et court-circuiter les contestations populaires qui se développent dans plusieurs pays (notamment au Mali, Bénin, Zaïre...), Mitterrand commence à parler de « bonne gouvernance », de « conférences nationales » et d'élections « libres »... Chirac resserre alors ses liens avec les deux dirigeants qui, en Afrique, mènent la fronde contre cette nouvelle orientation de la diplomatie française : le marocain Hassan II et l'ivoirien Félix Houphouët-Boigny, auteur du concept de « Françafrique ». Chirac leur apporte son soutien. Interrogé par RFI sur la conférence nationale qui se déroule au Bénin, il affirme alors que « le multipartisme est une sorte de luxe que ces pays en voie de développement n'ont pas les moyens de s'offrir ».

Véritable caméléon politique, il a été capable de dire tout et son contraire. C'est lui, par exemple, qui s'énerve contre des évêques et leur fait cette singulière réponse en 2001 : « Nous avons saigné l'Afrique pendant quatre siècles et demi. Ensuite, nous avons pillé ses matières premières ; après, on a dit : ils ne sont bons à rien. Au nom de la religion, on a détruit leur culture et maintenant, comme il faut faire les choses avec plus d'élégance, on leur pique leurs cerveaux grâce aux bourses. Puis, on constate que la malheureuse Afrique n'est pas dans un état brillant, qu'elle ne génère pas d'élites. Après s'être enrichi à ses dépens, on lui donne des leçons. ». Lui qui, plusieurs années plus tard, redit encore : « On oublie une chose : une grande partie de l'argent qui est dans notre porte-monnaie vient précisément de l'exploitation depuis un siècle de l'Afrique. Alors, il faut avoir un peu de bon sens, je ne dis pas de générosité, de bon sens, de justice, pour rendre aux Africains ce qu'on leur a pris. ».

Dans les actes, il s'est surtout appliqué à rendre la monnaie de leurs pièces aux dirigeants africains les plus réactionnaires, en récompense de leurs bons et loyaux services.

Ne nous y trompons pas : derrière le style et les déclarations, il y a une conception politique. Chirac est un gaulliste fidèle à la stratégie néocoloniale du Général, qui partait du prin-

cipe que pour peser sur la scène internationale, l'impérialisme français devait prendre appui sur ses anciennes colonies. Il a soutenu pour cela sans réserve les dictateurs les plus infréquentables et couvert sans état d'âme leurs pires crimes. C'est parce qu'il était persuadé que s'il perdait ces relais, l'impérialisme français ne tiendrait pas ses positions, qu'il n'a jamais adhéré à la comédie mitterrandienne du discours de La Baule. Discours qui n'a d'ailleurs jamais été suivi d'effet et qu'il a sans doute analysé comme une preuve de faiblesse qui allait donner prise aux convoitises d'autres impérialismes.

C'est ainsi que s'est noué le drame de la Côte d'Ivoire. La crise a éclaté dans les années 2000, dans le contexte d'une « mondialisation » douloureuse pour les monocultures coloniales comme le cacao et d'une instabilité politique profonde consécutive à la mort d'Houphouët-Boigny. En 2002, Chirac est président, avec un gouvernement de cohabitation dirigé par le PS (Jospin). Au pouvoir depuis deux ans, Laurent Gbagbo, dirigeant d'un parti social-démocrate membre de l'Internationale socialiste, est en difficultés et tente des ouvertures vers l'impérialisme américain. En septembre 2002, Ouattara avec l'appui de l'impérialisme français, fomenta un coup d'État qui échoue mais qui ouvre une longue période de guerre civile réactionnaire. Une rébellion s'installe dans la moitié nord du pays coupé en deux. Le conflit ne se tranchera que près de dix ans plus tard, en 2011, lorsque sous la présidence Sarkozy, l'armée française tira sur la foule et installa Ouattara à la présidence de la République.

Telle est l'histoire de « Chirac l'Africain » ! L'histoire d'un homme qui symbolise la politique d'une puissance impérialiste en déclin, qui ne s'est jamais remise des guerres d'indépendance et dont les dirigeants ont toujours pris parti contre les peuples. L'histoire de celui qui, durant tout son parcours politique, fut une « grande figure » de l'odieuse « Françafrique » ! Rares ont été ceux qui, à l'image de l'Association Survie, ont eu le courage de le rappeler, au risque d'écorner le « récit national » que l'on nous sert depuis des jours ! ★



Les amis de Chirac n'étaient pas ceux de leur peuple. Ici avec Compaoré et Omar Bongo !

## Chirac et le massacre d'Ouvéa

En avril 1988, la « première cohabitation » vit ses dernières heures : Mitterrand est Président, chef des Armées, Chirac, Premier ministre. Le 22 avril, deux jours avant le premier tour des élections présidentielles, des militants indépendantistes attaquent et occupent une gendarmerie sur l'île d'Ouvéa. 4 gendarmes sont tués par balles. Chirac et les médias parlent de « massacre à l'arme blanche ». Le 5 mai, l'armée donne l'assaut à la grotte où sont retenus 27 gendarmes... Voilà ce que nous écrivions dans La Forge en mai 1988 et que nous pouvons relire dans notre brochure consacrée à la Kanak de 2018 : « Le massacre de 19 Kanak militants du FLNKS restera comme l'un des actes les plus ignobles commis par le régime de la cohabitation finissante... Les forces les plus réactionnaires, les fascistes et les racistes du Front national, les colons cramponnés à leurs privilèges, l'état-major et les corps répressifs spécialisés engagés dans l'opération d'Ouvéa, ont exigé un bain de sang exemplaire afin de « venger l'honneur perdu de la France et de son armée ». Les méthodes utilisées, le refus de toute négociation sérieuse, le fait qu'il n'y ait eu aucun blessé dans le camp kanak, témoignent de la barbarie bestiale, à caractère raciste du massacre... Ce qui [le] rend encore plus ignoble, c'est que 19 Kanak sont morts pour servir les sordides calculs du candidat de droite Chirac et de ses lieutenants, afin d'essayer d'inverser au dernier moment les résultats prévisibles de l'élection présidentielle. Coordinné étroitement avec la libération des otages du Liban, ce coup politique devait créer un climat émotionnel destiné à présenter le candidat Chirac comme le mieux placé pour lutter contre « les terroristes » et les « barbares kanak ». »